

Ruptures no.5

Printemps 05 | 4 \$

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEF AC)

Dans ce numéro:

Masculinisme p. 4-7

Nos stratégies p. 8-21

Jeunesse apatride p. 29-30

**Contre le pouvoir:
Contre-pouvoir**

Photo: BadAcid, <http://ase.ath.cx/badacid/>

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et la théorie. Ruptures est publiée deux fois par année. Ce numéro a été réalisé à Québec. **Pour toute correspondance:** Collectif anarchiste La Nuit, a/s E-H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Pour plus d'infos sur la NEFAC:
www.nefac.net

Collectif anarchiste la Commune
(Montréal) : mtl@nefac.net

Collectif anarchiste La Nuit (Québec) :
nefacquebec@yahoo.ca

Collectif anarchiste l'Accolade
(Sherbrooke) : sherbrooke@nefac.net

Collectif anarchiste les Va-nu-pieds
(St-George) : st-georges@nefac.net

Collectif anarchiste !Impact!
(Montréal) : mtl@nefac.net

..... Au fil Dossier:

À propos des contre-pouvoirs p. 8-10



**Gauche révolutionnaire
et mouvements sociaux**

p. 11-16

Bilan des cinq premières années de la NEFAC



p. 17-21

Liste de diffusion

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre nouvelle liste de diffusion «info@nefac.net». Il s'agit d'une liste électronique relativement «légère» (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Abonnement à Ruptures

Les abonnements aident à financer la revue. Pour en recevoir des copies supplémentaires (15\$ pour 4 numéros, 30\$ abonnement de soutien et international), faites un chèque à l'ordre de : «Groupe Émile-Henry». Postez le tout à NEFAC-Québec, a/s E.H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0 en mentionnant le nombre de copies désirées, l'adresse de retour ainsi que votre adresse internet.

des pages

**Masculinisme : ressac
identitaire patriarcal.**

p. 2-3



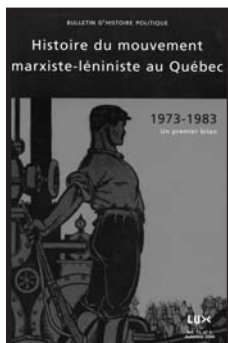
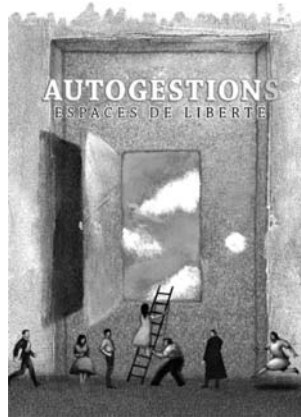
**Possibles fait le point sur
l'autogestion**

p. 16



**Occuper, résister, produire
critique du film «La Prise»**

p. 22-23



**Histoire du
mouvement
marxiste
léniniste p. 31**

**La victoire sommeille :
entrevue avec Jeunesse
Apatride**

p. 29-30



**Sur les traces de
l'anarchisme au Québec:
les années '40**

p. 24-28

En guise

d'intro

Dix mois après la parution du dernier numéro, Ruptures revient de nouveau. Au cours de la dernière année, notre Fédération a parcouru pas mal de chemin. Il y a maintenant cinq collectifs au Québec : deux à Montréal (La Commune et Impact!) et trois à l'extérieur (La Nuit à Québec, L'Accolade à Sherbrooke et les Va-nu-pieds à Saint-Georges-de-Beauce). Par ailleurs, nous avons créé des contacts réguliers avec des anarchistes d'un peu partout, de Joliette en passant par Chicoutimi ou Rivière-du-Loup. Des milliers de copies de notre journal « Cause Commune » ont ainsi été distribuées aux quatre coins de la province. Ces liens nous ont permis d'organiser en février une tournée de conférences avec Ashanti Alston, ex-membre du Black Panther Party et de la Black Liberation Army, aujourd'hui militant anarchiste. L'intérêt suscité par cette tournée nous incite à poursuivre sur notre lancée en vous proposant un dossier sur les contre-pouvoirs.

Comme à notre habitude, vous trouverez également d'autres articles en liens avec l'actualité, mais avec un regard tourné vers hier et demain. Masculinisme, culture libertaire, histoire de l'anarchisme, bilan du travail de la NEF AC : nous nous sommes efforcés de balancer le contenu pour répondre à vos attentes (et aux nôtres!). Le numéro 4 a été bien accueilli par nos lecteurs et lectrices. Il a fait couler beaucoup d'encre chez nos « amis » autoritaires (stalinien ou ultra-nationalistes...). Nous espérons tout simplement continuer à brasser des idées et déranger ceux qui préfèrent avancer le bras tendu ou la tête baissée.

Bonne lecture!

Masculinisme: ressac identitaire patriarcal

Le 6 décembre dernier, on marquait le quinzième anniversaire de la tuerie de l'école Polytechnique de Montréal.

Alors que parents, féministes et médias soulignent à chaque année depuis 1989 les meurtres prémédités de quatorze jeunes femmes (et de 13 autres blessées) par Marc Lépine, les motifs de ce dernier ont un tout autre écho chez certains groupes d'hommes, ici même au Québec.

En effet, le groupe L'Après-rupture a récemment traduit en français un plaidoyer pour la réhabilitation de Marc Lépine, publié par un certain Peter Douglas Zohrab. Ce dernier décrit Lépine comme un «activiste des droits de l'homme (quoique extrémiste)» et soutient que «non seulement Marc Lépine n'était pas sexiste, comme l'ont affirmé les médias [qu'il croit contrôlés par des féministes] mais il se battait contre le sexisme féministe»!

Que du délire? Certes! Mais malheureusement, ce discours anti-féministe est de plus en plus présent et influent au sein de la société. Ce discours témoigne de l'émergence d'un «mouvement» en réaction au changement social apporté par les luttes féministes. Ce «mouvement», de droite conservatrice, est ce que l'on appelle le masculinisme.

Le masculinisme : une définition

D'abord, le masculinisme est une perspective révisionniste. Il nie de façon entêtée que les femmes vivent encore et toujours des inégalités. Selon les masculinistes, l'égalité entre les sexes a été réalisée par le féminisme et les femmes vivraient aujourd'hui dans des conditions identiques à peu de choses près à celles des hommes. Et il n'y aurait pas de quoi se réjouir, car le féminisme serait de ce fait «allé trop loin» et aurait renversé «les valeurs essentielles et fondamentales qui concernent la famille (La Presse, 24 octobre 1991)» (1).

Le discours masculiniste se façonne donc autour de la défense des rôles sociaux traditionnels entre les sexes. Il défend des divisions hommes-femmes calquées sur les stéréotypes sexuels et les justifie

par un discours biologique sur la nature profonde (sic) de la virilité masculine. Ainsi, les masculinistes se défilent devant les faits terribles, par exemple, sur la violence conjugale, en disant qu'on n'y peut rien, que les hommes sont ainsi faits et que vouloir changer les comportements masculins (lire machistes et virils) est contre-nature. Le féminisme est donc une menace, car il remet en cause ce discours biologique et questionne la domination masculine. Mais pire encore, le mouvement féministe aurait dépassé les limites de l'équité et les hommes se retrouveraient aujourd'hui relégués au second rang.



Bien sûr, les masculinistes se gardent bien de parler des écarts de salaire toujours existant entre les hommes et les femmes, des ghettos d'emplois féminins, du partage inégal du travail domestique, de l'analphabétisme et de la pauvreté plus marquée chez les femmes et j'en passe. Alors sur quoi basent-ils leur discours?

Les hommes, ces victimes

D'une part, les masculinistes affirment que les hommes et les femmes se retrouvent aujourd'hui dans une situation d'égalité, une situation symétrique, c'est-à-dire que le pouvoir serait également partagé entre les hommes et les femmes. Ainsi, toute référence à des problèmes tels que la violence contre les femmes est replacée dans un cadre symétrique, à savoir qu'aujourd'hui les hommes que les femmes s'a-

gressent mutuellement et également. Alors qu'au Canada, par exemple, «98% des agressions sexuelles et 86% des crimes violents sont commis par des hommes (Johnson, 1996), que les femmes représentent 98% des victimes de violence conjugale sous forme d'agression sexuelle, d'enlèvement ou de prise d'otage (Fitzgerald, 1999), et où 80% des victimes de harcèlement criminel sont des femmes alors que 90% des personnes accusées sont des hommes (Kong, 1996), les masculinistes n'hésitent pas à avancer que les hommes subissent autant, voire plus de violences que les femmes, que les chiffres sont truqués» (2). Ce n'est, ni plus ni moins, que la négation de l'oppression spécifique des femmes.

D'autre part, cette situation symétrique entre les hommes et les femmes inférioriserait les hommes et leur prêterait un statut de «victime» face aux femmes en général, qui bénéficieraient maintenant de «privileges». Ainsi, depuis leur émancipation, les femmes auraient fait pression, disent-ils, pour que «les lois soient changées au détriment des hommes, et bien des hommes seraient accusés faussement de violence et d'abus, et privés injustement de leurs droits» (3). Les masculinistes affirment donc que les féministes exagèrent, qu'elles confondent l'agressivité naturelle des hommes avec la violence. D'après eux, «les hommes accusés de violence conjugale sont présumés coupables et deviennent les victimes d'un «véritable terrorisme judiciaire fondé sur le sexisme» (Le Devoir, 16 septembre, 2000)» (4).

L'anti-féminisme, pierre angulaire de leur programme politique

Le féminisme serait donc à l'origine de l'infériorisation des hommes et de leur déclassement social, le tout débutant au sein de la famille et se transportant dans d'autres domaines tels que l'éducation et le travail. Les masculinistes ne se gênent donc pas pour critiquer le mouvement féministe en affirmant qu'il a manqué à ses

promesses d'égalité entre les sexes! Ils utilisent ainsi l'excuse de la défense des droits de l'homme pour lutter contre les droits des femmes. Les critiques qu'ils font du mouvement féministe tournent principalement autour de la féminisation du système scolaire, responsable des difficultés, des retards ou du décrochage scolaire chez les garçons, mais aussi autour de la paternité et de la garde des enfants. Voici brièvement quelques-uns de leurs arguments.

Le monde de l'éducation et du travail

Selon les masculinistes, le système scolaire ne serait plus adapté aux garçons, car les féministes y auraient dicté leurs lois et leur volonté. Ainsi, l'école aurait été dénudée de tout caractère masculin et n'aurait plus aucun intérêt pour les garçons qui s'y ennuiant et y vivent des troubles d'apprentissage. De plus, le fait que le personnel enseignant y soit majoritairement féminin aurait une conséquence directe sur la non performance des garçons qui n'auraient pas de modèles masculins auxquels s'identifier. Mais pire encore, puisque les méthodes d'enseignement et les programmes féminisés ne correspondent pas à la «nature masculine», les garçons décrochent. En fait, affirment les masculinistes, les programmes scolaires décourageraient les jeunes hommes virils, mais seraient fait sur mesure pour les filles puisqu'elles sont naturellement dociles, conformistes et obéissantes.

Mais ce qui dérange le plus les masculinistes, c'est la bonne performance des filles à l'école. Par exemple, «si les garçons prennent du retard sur les filles à l'école, ce serait en partie parce qu'ils auraient tendance à considérer que la langue, l'écriture et la littérature sont des activités féminines. Mais au lieu de reconnaître l'effet d'un stéréotype sexiste, les masculinistes rétorquent que les livres choisis par les enseignantes correspondent plus aux goûts des filles, et que les professeurs manquent d'équité dans la correction des travaux d'écriture» (5).

Enfin, parce que les filles réussissent (les masculinistes font la généralisation à tout le groupe de sexe), ce sont donc elles qui décrochent les meilleurs emplois. La féminisation du système scolaire est donc responsable du chômage chez les hommes! Les masculinistes affirment en effet que la présence des hommes sur le marché du travail n'a cessé de diminuer au Québec (de 75% à 70%) tandis que celle des femmes s'est maintenue (environ 54%). Bien sûr, ces derniers restent muets sur l'écart entre 54% et 70%. mais ils continuent d'utiliser leur discours victimisant

d'hommes défavorisés aux profits des femmes à qui on aurait accordé trop d'attention et d'espace au cours des dernières décennies.

L'enfant

Les lois sur le divorce et la garde partagée des enfants ont été à la base de la création des groupes masculinistes. C'est sur cette base qu'ils ont ensuite développé leur discours sur la discrimination contre les pères, la victimisation des garçons par le système scolaire, etc. D'après eux, «les femmes auraient dépossédé les hommes de leur rôle parental et de leur rôle de pourvoyeur. Dans les cas de divorce et de séparation, le père serait privé de son droit de paternité pour ne devenir "qu'un géniteur et une machine à sous", les mères s'acharnant à éloigner les enfants avec la complicité des juges (La Presse, 15 février 1995)» (6). Mais encore, ils s'opposent à l'avortement avec leur notion de droits à la reproduction des pères et prennent position contre l'homosexualité. Rien de moins que la défense pure et simple de la famille patriarcale et des valeurs conservatrices.

Et quoi d'autre?

Un autre thème traité par les masculinistes (nous en avons parlé plus haut) est la violence autour de laquelle ils ont développé des théories très controversées (principalement américaines) mais surtout incroyablement ridicules, soit le syndrome d'aliénation parentale, le syndrome de la mère malveillante, le syndrome des faux souvenirs et des fausses allégations. Toutes ces inventions pseudo-scientifiques leur servent à justifier et à revendiquer le droit des pères à l'inceste, le droit de garde ou à l'accès des enfants quoi qu'ils aient pu faire auparavant, le droit de ne pas payer de pensions alimentaires, le droit de violenter leur conjointe et de se voir offrir les services du CLSC plutôt qu'une peine de prison ou une perte de privilèges parentaux...(7) Serait-ce pertinent de rappeler ici que les militants masculinistes les plus actifs sont généralement des hommes éti qu e t é s c o m m e «hommes violents» et ayant souvent subis des peines judiciaires?

Une offensive patriarcale

Un peu partout dans le monde, les groupes masculinistes pullulent et forment même, à certains endroits, de véritables lobbys qui tentent de convaincre les gens que le mouvement des femmes a créé un nouveau système social qui infériorise les hommes.

Ils tentent de faire croire que ce sont les femmes, individuellement et collectivement, qui sont la cause de tous les maux qui accablent les hommes, du décrochage scolaire à leur perte d'identité. Ils désirent donc, et proposent à cet effet, de revenir au modèle traditionnel de la famille pour que l'homme, le sexe «fort», y retrouve sa place dominante et naturelle. Ce ne serait qu'une simple question de droits...

Qu'ils soient en France, en Nouvelle-Zélande, en Australie ou ici au Québec, les groupes masculinistes occupent l'espace médiatique au maximum et sèment le doute. Ils utilisent abondamment internet, mais aussi la presse écrite. Partout, ils s'attachent à fournir un arsenal idéologique contre les acquis des femmes, des idées qui font leur chemin à même l'État, l'école, les tribunaux, les médias...

Les masculinistes en veulent aux différentes ressources et programmes consacrés aux femmes tels que les politiques contre le harcèlement sexuel, les maisons d'hébergement pour femmes violentées, la loi sur les pensions alimentaires, la loi sur la garde des enfants, la mixité scolaire, etc. Ils veulent un pendant masculin, comme des subventions pour les hommes violentés et en détresse psychologique, mais au lieu de demander l'argent d'un autre secteur, c'est spécifiquement celui accordé aux femmes qu'ils revendiquent pour eux (comme si la souffrance des hommes était plus noble que celle des femmes). À cet effet, le groupe masculiniste L'Après-rupture a publié la liste de tous les codes postaux des Maisons d'hébergement pour femmes, accompagné du montant des subventions qu'elles avaient reçues pour démontrer l'horreur du complot féministe. Cela relève d'un profond mépris pour les



Les dirigeants de l'Après-rupture avec leurs collègues canadiens et américains à l'occasion d'un congrès.

femmes quand on sait que les ressources accordées à celles-ci ne répondent même pas à la demande. Nous n'avons qu'à penser aux maisons d'hébergement qui sont largement débordées...

Les groupes masculinistes n'ont donc aucune réflexion propre et leur cadre d'analyse s'inspire de la méconnaissance et de la haine. Ils en veulent aux femmes, mais surtout, aux féministes qui ne sont pour eux que des «vaginocrates», des «féminazies» ou encore des «féminihilistes» ou des «fémino-centristes» (8). Depuis 10 ans, leur discours s'est développé et s'est outillé de nouveaux arguments (pseudo-théories, fausses statistiques, «syndromes» pré-fabriqués) pour justifier la fameuse souffrance des hommes causée par le féminisme. Tout ça pour défendre, avec nostalgie, les rapports traditionnels entre les sexes pour que l'homme retrouve sa place dominante qu'il occupait jadis.

Il est clair que l'émergence du discours masculiniste relève, dans un contexte de la montée de la droite et de l'extrême droite, de la volonté de revenir à des valeurs conservatrices, à une société patriarcale traditionnelle. Il s'agit donc d'une menace pour les femmes auxquelles on désire diminuer, voire enlever, leurs droits.

Enfin, depuis la tuerie en 1989 à l'École polytechnique de Montréal, pas moins de 593 femmes et 172 enfants ont été tués par des hommes (ou des inconnus) au Québec. Et il s'inscrit une hausse régulière des meurtres de femmes commis par un conjoint, ex-conjoint ou partenaire sexuel dans le décompte total des décès féminins. Cette proportion est passée de 37% en 1989 à 73% en 2004 (9). L'oppression des femmes est donc toujours bien réelle et la lutte anti-patriarcale demeure plus que jamais d'actualité.

E. Morraletat

Notes :

1. *La stratégie masculiniste, une offensive contre le féminisme*, Pierrette Bouchard, 1er avril 2003, http://sisyphe.org/article.php3?id_article=329
2. *Le discours masculiniste dans les forums de discussions*, Natacha Ordioni, 27 décembre 2002, http://sisyphe.org/article.php3?id_article=271
3. op. cit., Pierrette Bouchard.
4. op. cit., Pierrette Bouchard.
5. *Les arguments du discours masculinistes*, 2003, http://sisyphe.org/article.php3?id_article=703
6. op. cit., Pierrette Bouchard.
7. *Face au machisme et au masculinisme : l'expérience du Collectif masculin contre le sexisme*, Martin Dufresne, Collectif masculin contre le sexisme, 3 juin 2004, <http://www.antipatriarcat.org/cmcs/>
8. op. cit., Pierrette Bouchard.
9. *765 femmes et enfants tués depuis le 6 décembre 1989; 15 ans après l'attentat terroriste de l'École polytechnique, la violence sexiste continue*, Collectif masculin contre le sexisme, 19 novembre 2004, <http://www.antipatriarcat.org/cmcs>

Qui sont les masculinistes?

On peut classer les groupes masculinistes en trois catégories : les groupes de défense des droits des hommes, les groupes de thérapie de la masculinité et les groupes conservateurs qui représentent l'extrême droite religieuse. Au-delà de leurs différences, c'est bien leur anti-féminisme ouvert qui assure la cohésion de leur discours, ainsi que leur position contre l'avortement. Voici brièvement ce que chacun d'eux ont à dire sur cette question.

Les groupes de défense des droits des hommes

Ces groupes luttent d'abord pour le droit des pères concernant la garde des enfants et les lois sur le divorce, mais encore, ils militent activement contre les politiques d'accès à l'égalité ou contre les réformes sur le harcèlement sexuel. Ils soutiennent que toutes ces lois sont discriminatoires envers les hommes. Et bien entendu, la discrimination dont ils souffrent serait le fruit du complot féministe, de connivence avec l'État, les juges et les tribunaux pour les priver injustement de leurs droits. Leur discours tourne donc surtout autour de la définition abusive que les féministes auraient donnée de la violence, du sexisme de l'appareil judiciaire et du partage inéquitable des ressources entre victimes et agresseurs dans les cas de violence conjugale. Selon eux, le féminisme aurait non seulement atteint l'égalité entre les sexes, mais aurait même renversé la situation au profit des femmes. Ainsi, tous les problèmes auxquels font face les femmes sont rendus équivalents à ceux des hommes. Par exemple, le fait que les femmes soient majoritairement les victimes de violence conjugale est contré par le fait que les hommes se suicident plus que ces dernières. À cet effet, ils soutiennent que les hommes souffriraient plus qu'avant car le mouvement féministe aurait engendré le mépris des valeurs masculines. Conséquemment, ils font de la revalorisation des comportements masculins un de leurs refrains, ce qui leur permet de déculpabiliser les hommes de leurs comportements agressifs, puisque selon eux, cela relèverait de la nature masculine à laquelle on ne peut rien changer. Ils s'emploient de cette façon à défendre les rôles sociaux traditionnels en les justifiant par des arguments d'ordre biologique.

Ici au Québec, ce courant est incarné par des groupes comme Entraide pères-

enfants séparés, Fathers 4 Justice et parmi les groupes les plus connus, l'Après-rupture et le Groupe d'Entraide Aux Pères et de Soutien à l'Enfant (GEPSE).

L'Après-rupture :

<http://www.lapresrupture.qc.ca>

Fondé en 1998, l'Après-rupture est un organisme sans but lucratif chapeauté par le non moins notoire Gérard P. Lévesque. Ce groupe dénonce fermement «les excès des féministes radicales et ses conséquences négatives dans la société». Il n'hésite pas non plus à décrire le féminisme comme un «apartheid raciste anti-mâle»...

L'Après-rupture traite principalement des échecs scolaires et du comportement social des garçons, du manque d'activités physiques des garçons, de l'absence de modèle masculin et de la valorisation excessive des filles. Rien de moins que la défense de la culture traditionnelle masculine.

Sur la question de l'avortement, laissons M. Lévesque nous éclaircir sur leur position : «*Le droit accordé aux femmes de renoncer à leur maternité [...] n'est pas accordé aux hommes. Ainsi, à partir de la conception, jamais le père de l'enfant à naître n'aura le droit de renoncer à sa paternité.*»

Ce n'est donc pas tant à l'avortement en tant que tel qu'ils en veulent, mais bien au libre choix des femmes. Ce qui les dérange, c'est plutôt le fait inacceptable, à leurs dires, que le père ne puisse imposer une maternité forcée ou une interruption de grossesse forcée. Car si la femme décide par elle-même de garder l'enfant, ce ne serait que pour réclamer de l'argent à l'homme et si elle décide d'avorter, ce ne serait que pour le faire chier...

Ainsi, leur position se distingue de la droite religieuse... quoi que M. Lévesque nous dit bien qu'«*À chaque année, le sacro-saint sacrement féministe de l'avortement assassine près d'un million de fœtus en Amérique du Nord. Cependant si la femme désire se faire vivre par un esclave mâle, elle impose cette vie humaine «sacrée» au vil éjaculateur. Il n'y a pas à s'étonner que la «culture de la mort» féministe soit un danger mortel pour la survie du peuple des Français d'Amérique: mes grands-parents ont eu en 1930, 13 enfants; la Québécoise «progressiste», lorsqu'elle cesse de tuer ses fœtus, accouche de 0.5 enfant. Le féminisme sui-*



Extrait de la bande dessinée «Les vaginocrates» de Gilles Ferrand, l'un des principaux porte-parole du mouvement masculiniste.

cide le Québec! »

Ce qu'ils disent, au bout du compte, c'est que l'avortement serait un «meurtre» seulement lorsque c'est la femme qui décide de se faire avorter! Enfin, cette citation démontre clairement que les idées d'extrême droite ont la touche chez les masculinistes... même chez ceux n'appartenant pas au courant de l'extrême droite religieuse. Alors, imaginez!

Dans un autre registre, la question de l'avortement soulève aussi celle de l'immigration. En effet, il s'agit bien «de la survie du peuple des Français d'Amérique » lorsque les masculinistes mettent le débat sur la table. Ainsi, les masculinistes affichent une peur des autres cultures et tiennent mordicus à la tradition blanche catholique si chère à l'extrême droite. Enfin, tant les groupes de défense des droits de l'homme que les conservateurs partagent cette même xénophobie.

Les groupes de thérapie de la masculinité

Ces groupes se concentrent principalement sur la question de la «souffrance» des hommes. Ils organisent des ateliers, des retraites ou des discussions pour les hommes quant à leur rapport à la masculinité. Ici, au Québec, les groupes de thérapie de la masculinité les plus connus sont «Content d'être un gars» et «Entre-gars».

Content d'être un gars:
<http://www.garscontent.com/>

Chapeauté par le masculiniste Yves Pageau, laissons ce dernier nous expliquer d'où vient le nom de son organisme : «À la première personne du singulier, on est toujours un gars. C'est aux yeux d'autrui qu'on est un homme. L'homme est le personnage social et le gars est la personne intime. Contrairement à ce que la misandrie ambiante tente de laisser croire, il n'est pas interdit d'être content d'être ce qu'on est et je rejette la prétendue supériorité morale des femmes.»

Sur leur site, on retrouve le blog de Gérard P. Lévesque, de l'Après-rupture, qui met bien en garde les hommes que «les féministes radicales risquent de gagner la révolution culturelle». Suite à ses inquiétudes sur le contrôle de l'ONU par les féministes, Lévesque annonce que «nous avons passé le point de non retour et que trop d'enfants non-nés ont été massacrés par des avorteuses». Quant à Yves Pageau, il n'hésite pas à parler de l'infanticide que représente l'avortement après quatre mois de grossesse.

Enfin, les groupes des droits des hommes et les groupes de thérapie de la masculinité partagent la même position concernant l'avortement. Ce n'est pas tant ce dernier qui est en jeu, mais plutôt le libre choix des femmes.

Les groupes conservateurs

Ces groupes défendent une vision de la famille traditionnelle et aimeraient bien retourner aux temps où l'Église dominait la vie sociale et politique. Ils justifient les rôles sociaux traditionnels par la bible (catholique ou protestante) et revendiquent pour l'homme son statut naturel d'autorité et de protection. Bien entendu, ils s'opposent à l'homosexualité.

Ici au Québec, les groupes les plus connus sont Québec-vie et le Parti de la Démocratie Chrétienne du Québec.

Québec-vie : <http://www.cqv.qc.ca/>

Présidé par Luc Gagnon, Québec-vie est un organisme sans but lucratif. Il a comme mission de cultiver le respect de la vie face à la culture de la mort qui, selon eux, règne au Québec. Malgré les 65 000 sympathisants qu'il dit avoir, Québec-vie est une organisation très faible.

Bien sûr, cet organisme considère les féministes comme ses adversaires. En fait, à cause d'elles, le Québec serait en train de s'auto-génocider en tuant ses enfants! Leur position est donc très claire : l'avortement est un meurtre. Leur opposition prend la forme de prières, de lobbying et de

manifestations devant les cliniques d'avortement, entre autre.

Et la position des anarchistes?

Nous considérons que les femmes ont le droit de choisir. Tout au long de l'histoire, le fait d'avoir des enfants a réduit l'accès pour les femmes à l'éducation, au travail, aux loisirs, etc. Même encore aujourd'hui, ce sont les femmes qui assument la majorité du travail domestique, qui arrêtent leurs études ou même qui arrêtent leur travail faute de véritables mesures de conciliation famille-travail.

Même si la situation des femmes a grandement évolué au cours des dernières décennies, l'oppression spécifique des femmes n'est pas disparue. En effet, doit-on rappeler que toutes les 45 secondes, un viol est commis aux États-Unis? Que le viol conjugal n'est considéré comme un crime que par 17 États sur cette planète? Que les femmes mondialement sont celles qui souffrent le plus de pauvreté et d'analphabétisme? Que les écarts de salaires persistent toujours entre les hommes et les femmes? La liste est encore bien longue...

Ainsi, une femme meurt dans le monde à chaque 3 minutes suite à un avortement clandestin raté. Avoir le plein contrôle de son corps est une clé essentielle pour en finir avec l'oppression que vivent les femmes.

Les anarchistes supportent donc le droit à l'avortement. Ce droit repose, selon nous, sur le droit des femmes de contrôler leur propre fertilité. Ainsi, l'accès aux moyens de contraception et à l'avortement gratuit font partie de nos revendications. La qualité de vie des femmes ne peut être égalée à celle d'un fœtus non-né.

Enfin, non seulement nous appuyons le libre choix des femmes, mais nous nous opposons aussi à tous ceux et celles qui désirent le leur enlever. Que les masculinistes se le tiennent donc pour dit!

E. Morraletat

Autour de l'idée de contre-pouvoir

Le concept de « contre-pouvoir » a une place prépondérante dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. En effet, cette notion permet d'envisager à la fois le développement d'une force capable de remettre en cause l'hégémonie bourgeoise et le passage à une société fondée sur des principes libertaires. Mais paradoxalement, le terme lui-même est peu employé et mal défini dans la littérature anarchiste francophone. Pourtant, une réflexion sur les contre-pouvoir est loin d'être inutile, ne serait-ce que pour préciser davantage les contours des mouvements de résistance que nous cherchons à développer.

Première considération : l'épineuse question du pouvoir

Pas besoin d'avoir un doctorat en poche pour se rendre compte que le pouvoir est distribué de façon inégale dans notre société. Nous vivons dans un monde hiérarchisé, où les divisions de classe s'ajoutent à celles de sexe, de couleur, de langue, de religion, etc. Cette hiérarchisation permet à certains groupes d'exercer un pouvoir sur d'autres en toute légalité. La domination transcende les différentes facettes de la vie. On la retrouve aussi bien au niveau politique, économique, social ou culturel. C'est pourquoi on peut comparer le phénomène de la domination à un système d'oppressions multiples permettant la reproduction du capitalisme et, par extension, du pouvoir de la bourgeoisie.

La domination a des répercussions non négligeables sur celles et ceux qui la subissent, et pour cause : elle arrive justement à se maintenir en forgeant l'hégémonie idéologique de certaines valeurs au sein de notre société. Ces valeurs permettent justement de légitimer l'exercice inégal du pouvoir en fonction des hiérarchies préalablement établies. Prenons par exemple le préjugé tenace voulant que nous ayons besoin de dirigeants pour maintenir un semblant d'ordre et d'efficacité dans toute forme d'organisation sociale. Il n'y a aucun fondement naturel à cet état de fait, mais l'aboutissement de la domination exercée depuis des siècles par les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce phénomène, y compris chez



Photo Néonyme

celles et ceux qui prennent la décision de combattre l'injustice d'une façon ou d'une autre. Bien des mouvements qui prétendent vouloir changer le cours normal des choses reproduisent les relations de pouvoir qui servent de fondement à la domination bourgeoise. Que leurs visées soient plus ou moins radicales ne change rien à la façon dont ils conçoivent la question du pouvoir.

Bien que générales, ces quelques remarques nous permettent tout de même de mieux comprendre l'une des principales lignes de démarcation entre les courants communistes libertaires et autoritaires : la question de la « prise du pouvoir ». Il suffit de jeter un coup d'oeil du côté des diverses organisations qui se réclament encore du léninisme pour se rendre compte que leur vision de la révolution ressemble encore à un vulgaire coup d'État. Pire encore, de nombreuses organisations s'en tiennent à présenter une stratégie électoraliste visant à prendre les rênes de l'État en gagnant des élections organisées par les institutions bourgeoises. Dans les deux cas, l'idée-maîtresse reste la même : le pouvoir peut être arraché des mains de la bourgeoisie « par en haut », c'est à dire en prenant le pouvoir politique. Les anarchistes (et les autres courants socialistes anti-autoritaires) pensent au contraire qu'une révolution « politique » permettra effectivement de changer la tête de l'État, mais elle n'abolira pas les relations de pouvoir inégalitaires qui transcendent la société, précisément parce que les moyens employés pour y parvenir sont à l'image des formes prises par la domination. Or, l'objectif révolutionnaire que les libertaires se donnent, c'est précisément l'abolition de ces rapports, sans temps d'arrêt. C'est ce qu'il faut comprendre lorsque les anarchistes insistent pour parler de révolution « sociale » : au

lieu d'une révolution strictement « politique ». Nous souhaitons participer à la transformation de la société par « en bas », aux côtés des opprimés et des exploités.

En quelques mots, comment peut-on résumer la conception libertaire du pouvoir ? Essentiellement, on y retrouve les concepts d'égalité, de liberté et de solidarité qui sont chers aux anarchistes. Le pouvoir, tel que l'entendent les anarchistes, doit

être exercé le plus directement possible, de la façon la plus libre et démocratique qui soit. Pour y arriver, diverses modalités ont été développées, comme par exemple la participation de toutes les personnes concernées par un problème donné à la prise de décision et la mise en oeuvre de solutions, le refus de déléguer sans mandats clairs, l'importance accordée à la révocabilité de tous les délégués, etc. Mais au-delà des questions politiques, les anarchistes estiment qu'il faut également considérer la démocratisation du pouvoir au niveau culturel et économique, notamment par la transmission et le partage des savoir-faire et la socialisation des moyens de production et d'échange. En d'autres termes, le pouvoir compris dans un sens libertaire ne s'exerce plus « malgré nous » ou « sur nous », mais devient la capacité collective de parvenir à une société plus libre, plus égale et plus juste.

Deuxième considération : une alternative à la prise du pouvoir

Une révolution libertaire ne sera pas l'oeuvre d'un parti ou d'une organisation, mais bien celle de notre classe. Les changements nécessaires pour arriver à ce résultat ne pourront commencer après la révolution, comme le pensent les socialistes autoritaires. Ils doivent débuter dès maintenant en « développant des formes de lutte ne se condamnant pas à produire des modèles de société éliminant la dynamique libertaire ». L'émancipation est un processus qui doit s'alimenter à même nos pratiques quotidiennes, ici et maintenant. C'est parce qu'ils sont en mesure de développer une puissance de classe capable de

changer la société de bas en haut que les contre-pouvoirs occupent une place centrale dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. Pour les anarchistes, il ne s'agit pas tant de «prendre le pouvoir» que de l'exercer, collectivement, en tant que classe. La question de la stratégie révolutionnaire pose énormément de questions, à commencer par celle-ci: à défaut de vouloir prendre le pouvoir, comment envisager de faire la révolution?

Notre alternative à la «prise du pouvoir» consiste à multiplier les contre-pouvoirs sociaux et politiques. Des embryons de contre-pouvoirs existent déjà à l'heure actuelle, ce sont les mouvements sociaux: syndicats, groupes populaires, groupes de femmes, associations étudiantes, groupes écologistes, etc. Même si elles sont trop souvent dépourvues de toute perspectives subversives, ces organisations exercent déjà un rôle de contre-poids social. On le voit bien depuis deux ans: qui fait l'analyse des politiques libérales? Qui s'oppose concrètement aux mesures gouvernementales? Qui a fait reculer le gouvernement dans plusieurs dossiers «chauds»? Ce sont les mouvements sociaux. Les partis politiques, même «l'opposition officielle», ont eu un rôle tout à fait mineur dans ces revirements.

Au lieu de miser sur la construction d'une organisation politique qui pourra «représenter» les mouvements sociaux dans la sphère politique, nous favorisons plutôt la transformation des dits mouvements en contre-pouvoirs. Nous ne voyons pas pourquoi les mouvements sociaux auraient besoin de créer des partis pour «faire de la politique» puisqu'ils en font déjà. Il s'agit plutôt de construire des mouvements si forts qu'ils pourront imposer leurs revendications et contrer tout recul voulu par l'élite. Mais la combativité seule ne suffit pas: les contre-pouvoirs doivent aussi être en mesure de se poser en alternative crédible, capable de prendre le relais en cas de crise majeure et d'exercer directement le pouvoir. Voilà l'essentiel de notre stratégie révolutionnaire: construire des mouvements sociaux capables de mener la lutte de classe et, ultimement, d'abolir directement la société bourgeoise.

Une transformation libertaire de la société implique l'instauration de l'autogestion généralisée et de la démocratie directe à tous les niveaux. Or l'autogestion ne peut pas se décréter d'en haut, par un parti. La destruction de l'économie marchande et son remplacement par une économie communiste n'est envisageable que si les gens sont déjà organisés sur les lieux de travail, s'ils ont déjà commencé à «construire la société de demain dans celle d'au-

jourd'hui» via leurs organisations de masse. La même chose vaut pour la destruction du pouvoir techno-bureaucratique (qui décide d'en haut l'aménagement du territoire et du développement économique dans les quartiers, les villes et les campagnes) et son remplacement par la démocratie directe. En fait, cela vaut pour toutes les sphères de la vie en société. Un parti s'organise toujours sur une base idéologique, un phénomène qui carbure à l'exclusion, ce qui le disqualifie d'emblée pour la coordination de la vie sociale à laquelle tous et toutes doivent pouvoir participer, d'où l'importance de la construction de contre-pouvoirs inclusifs dont le seul critère d'adhésion soit l'appartenance sociale.

Indépendamment de la transformation révolutionnaire de la société, nous sommes également convaincuEs que la stratégie des contre-pouvoirs est la plus efficace pour mener la lutte de classe. Le pouvoir de l'élite repose sur le capital et tout ce que le capital permet d'acheter. Nous sommes perdantEs d'avance si nous nous opposons à l'élite sur le terrain de la politique officielle où le capital est essentiel. Notre propre pouvoir repose plutôt sur la force du nombre et sur le fait que nous avons le pouvoir de bouleverser considérablement la société en cessant simplement de «jouer le jeu». Notre pouvoir réel est dans les mouvements sociaux et leur potentiel de bouleversement. Mettre du temps et de l'énergie dans la construction d'un parti agissant en dehors de ces mouvements est une perte de temps. Mieux vaut l'utiliser dans la radicalisation et le renforcement de notre source de pouvoir.

Pour un front social des luttes de classe

Le saut qualitatif entre les mouvements sociaux d'aujourd'hui, avec tous leurs défauts, et les contre-pouvoirs que nous envisageons peut apparaître énorme. Et il l'est! Plus souvent qu'autrement, les mouvements contemporains sont non seulement timides et réformistes, mais ils sont de surcroît corporatistes, ce qui mine sévèrement la solidarité. L'expérience de la lutte elle-même (avec un peu d'agitation, quand même!) peut venir à bout des réflexes de timidité et de réformisme mais pour ce qui est du corporatisme, seule la rencontre d'autres acteurs en lutte, l'expérience de la solidarité, peut l'entamer. Aujourd'hui, la solidarité qui se vit entre les mouvements passe par en haut, par les bureaucraties des mouvements et ne se traduit que très rarement par une rencontre effective entre les gens en lutte, à la base. Or, c'est préci-

sément ce type de rapport qu'il nous faut multiplier pour casser le corporatisme et favoriser le sentiment de mouvement d'ensemble, en d'autres mots la conscience de classe

De sa plus simple expression dans les comités de mobilisation plus ou moins autonomes à la base des organisations de masses (dans les groupes populaires, les syndicats, les associations étudiantes, etc.) à des expériences plus complexes comme les centres communautaires syndicaux, les comités de mobilisation régionaux ou les coalitions à la base, diverses pratiques émergentes en Amérique du nord favorisent le développement d'une nouvelle solidarité. Il s'agit d'encourager l'autonomie des mouvements, la participation directe des gens et les rencontres entre les luttes.

Marc-Aurel et Michel Nestor



La Page noire est un centre de diffusion et d'information autogéré. Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies. Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la location et la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Coordonnées

412, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418.648.8043
Courriel :
lapagenoire@propagande.org
Site web:
lapagenoire.propagande.org

**Ouvert tous les jours
de 12h à 17h**

UNE COÉDITION ALTERNATIVE LIBERTAIRE - NEFAC SORTIE MAI 2005

L'AUTO GESTION

une idée toujours neuve



Semer de l'utopie pour récolter du réel

Qu'est-ce que l'autogestion ?

Que nous apprennent les expériences passées et présentes ?

À quelles conditions peuvent-elles contribuer à la transformation sociale ?

Alternative libertaire et la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) viennent de coéditer un livre qui, sans prétendre être exhaustif, donne un aperçu des réalisations, des limites et des possibilités offertes par l'autogestion, que ce soit dans une période révolutionnaire (Russie 1917, Espagne 1936) ou dans la réalité des luttes ouvrières actuelles (Lip 1973, Chiapas 1994, Argentine 2001, Québec 2003...).

Avec des analyses de Daniel Guérin, Franck Mintz, Charles Piaget, et de militant(e)s communistes libertaires et anarcho-syndicalistes du Canada, d'Italie, de France, d'Espagne, d'Argentine, de Suisse... présentés par Laurent Esquerre (Alternative libertaire, France) et Michel Nestor (Nefac, Québec).

L'autogestion : sans elle aucun projet émancipateur n'est viable.

Aussi le prix du livre a-t-il délibérément été placé assez bas pour permettre une large diffusion de cette « idée toujours neuve ». Les capitalistes ont besoin des travailleur(se)s, les travailleur(se)s n'ont pas besoin des capitalistes !

Bientôt disponible dans une librairie anar près de chez vous...

CAUSE COMMUNE

La Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC) a maintenant son propre journal d'agitation francophone tiré à 3000 exemplaires tous les deux mois. Ce journal sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles. Cet agitational porte le nom de *Cause commune*. Dans chaque numéro vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes d'interventions de la NEFAC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. *Cause Commune* ne remplace pas *Ruptures* (que vous tenez présentement entre vos mains). Cette nouvelle publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Abonnement de soutien, 20\$ pour un an

Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»

Collectif anarchiste La Nuit
a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc),
G1K 1J0

Diffusion militante

Il est possible de diffuser *Cause commune* dans votre milieu. Contactez-nous pour plus de détails. Nous cherchons particulièrement à entrer en contact avec des militantEs «en région».

Nouvelles, opinions, anarchie!
www.nefac.net

La gauche révolutionnaire et les mouvements sociaux

Comment arriver à une révolution? Cette question a toujours été au centre des discussions dans l'extrême gauche. Depuis quelques temps, la stratégie de la NEF AC, celle de radicaliser les mouvements sociaux et de développer des politiques révolutionnaires à même ces mouvements, a été fortement critiquée par des éléments de l'extrême gauche autoritaire. Cet article nous permet de réaffirmer le potentiel révolutionnaire des mouvements sociaux autonomes.

Un passé «récent» de défaites

La classe ouvrière en Occident a subi des reculs importants depuis le début des années '70 (1). Il y a une continuité dans les attaques de la classe dirigeante. La réingénierie du gouvernement Charest est une reprise des politiques ultra-libérales implantées par Reagan et Thatcher dans les années '80 ou par Harris et Klein dans les années '90. Ces mêmes politiques, qui fondamentalement servent de moyens pour transférer la plus grande part de richesse possible des mains des pauvres aux mains des riches, ont aussi été l'œuvre d'une social-démocratie qui tend toujours plus vers la droite en raison du vent néolibéral. Au Québec, le syndicalisme de concertation, pour survivre, se contente d'un réformisme de régression au lieu d'aller chercher des gains. Il en est de même pour de vastes secteurs du mouvement communautaire. À l'exception de quelques moments d'ébullition (comme, par exemple, à l'automne 2003, moment fort des luttes contre le gouvernement Charest), le moral au sein des mouvements sociaux est assez bas. Il devient donc normal, dans un tel contexte, que les organisations sociales soient abandonnées par leurs membres et se bureaucratisent. Avant de plonger dans l'élaboration de notre stratégie pour développer des politiques révolutionnaires à même les mouvements sociaux, faisons un petit recensement des idées et des pratiques développées par la gauche révolutionnaire au Québec.

La gauche révolutionnaire

La gauche révolutionnaire est minuscule au Québec. Aucun parti, organisation ou tendance ne peut se réjouir de sa santé ou de son importance. On retrouve toujours une séparation entre groupes révolutionnaires pour qui le socialisme passe d'abord par l'indépendance du Québec et ceux

pour qui «à la question sociale, il n'y a pas de solution nationale». Cette démarcation reste importante, même si la question nationale québécoise a été mise quelque peu de côté depuis le référendum de 1995.

Sur le flanc nationaliste, nous retrouvons principalement l'Union des Forces Progressistes, quelques-uns de ses éléments (dont le groupe Gauche Socialiste, trotskiste) et, aux yeux de certainEs, le Mouvement de Libération Nationale du Québec (MLNQ). Pour nous par contre, le MLNQ n'est pas de gauche malgré son imagerie libératrice et patriote. Ce qui est beaucoup plus fondamental, ce sont ses politiques xénophobes, qui développent la haine envers les immigrantEs et les anglophones, ainsi que leurs liens avec l'extrême droite. Pourtant, ils sont en mesure d'attirer des gens qui veulent un changement progressiste, voire même révolutionnaire. Dans ce sens, ils sont à considérer lorsqu'on fait un recensement de l'extrême gauche au Québec.

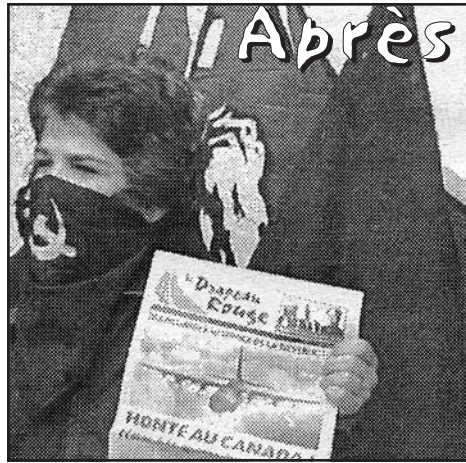
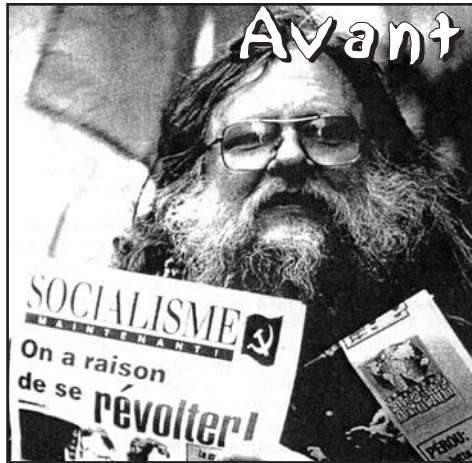
Les membres de Gauche Socialiste, ainsi que la branche de International Socialists à Montréal, sont présentement partagés entre le renforcement de leurs propres organisations ou l'avancement de leur tendance dans l'UFP. Elles seront sûrement perdantes dans la prochaine fusion UFP-Option Citoyenne, qui placera le «parti de la gauche» entièrement sur le terrain de la social-démocratie, où tout débouché révolutionnaire est évacué. L'UFP a tenté l'impossible en essayant d'être à la fois «le parti de la rue et le parti des urnes», mais évidemment, nous les avons vu beaucoup plus souvent lors de campagnes électorales que lors de manifestations. C'est à se demander si leur présence dans la rue ne sert pas à augmenter leur membership. En privilégiant l'électoratisme, il ne pourrait être plus clair que leur but est d'aménager le capitalisme plutôt que de construire des mouvements de contre-pouvoirs qui pourraient le menacer.



On retrouve aussi dans l'UFP le Parti communiste du Québec (PCQ), branche locale du Parti communiste canadien (PCC). Le PCQ a beau être présent dans différentes instances syndicales ou communautaires, on ne peut vraiment pas affirmer qu'il soit actif dans les luttes puisque leur position se restreint à faire élire leurs membres dans des postes-clés, ce qui revient à changer le leadership à leur avantage au lieu de pousser véritablement pour un changement positif. Il s'agit d'une méthode qui nous rappelle tristement l'époque des stalinienS et qui n'a rien apportée aux travailleurs-euses étant donnée son dogmatisme inutile. Sur le flanc gauche des mouvements révolutionnaires, il ne reste que le Parti communiste révolutionnaire-comités d'organisation (PCR-CO) et le mouvement libertaire (2).

Le PCR-CO fait partie intégrante d'un courant de la gauche révolutionnaire qui a l'habitude, en temps de régression sociale, d'appeler les travailleurs-euses à quitter leurs syndicats et groupes sociaux pour rejoindre les rangs du «parti». Pour eux, il n'est pas question de combattre les tendances réformistes et conservatrices dans les organisations ouvrières et encore moins d'œuvrer pour la construction d'un mouvement des travailleur-euses de la base et autonome. Ils se contentent de passer

La mue du maoïste québécois



Le marketing au service de la révolution...

l'éponge et de présenter le parti comme le seul îlot où les politiques révolutionnaires peuvent exister. Malgré plusieurs années de syndicalisme de concertation et d'intégration du mouvement communautaire au Québec, force est d'admettre que cet appel n'a pas été entendu.

Le PCR-CO est probablement le champion au Québec pour ce qui est de se présenter comme l'incarnation de la pureté révolutionnaire. Il se vante de «préparer minutieusement et intensivement la révolution, avec tout ce que ça comporte (un parti, une armée et l'action révolutionnaire des masses)» (3). Le programme du PCR-CO est celui de la guerre populaire, ici et maintenant. Alors que leurs intentions sont valables —pourquoi les révolutionnaires ne voudraient pas écraser au plus vite la classe dirigeante? — leur programme ne s'appuie sur aucune base réelle. Parions que si la «guerre populaire» commençait aujourd'hui, elle finirait assez vite dans un bain de sang... d'ouvrierEs et de pauvres. Il est irresponsable et dangereux, à notre avis, de mettre de l'avant ce type de programme sans avoir un mouvement de masse derrière pour l'appuyer.

Depuis quelques temps déjà le PCR-CO sent le besoin d'actualiser son discours et de revoir ses tactiques et pour ce faire, il emprunte, pour ne pas dire récupère, les moyens proposés par les anarchistes. Dans ce sens, le Black Bloc est devenu pour eux les Poings Rouges (4) et la Croix-Noire anarchiste, le Secours Rouge. En se donnant cette façade, il désire montrer un nouveau visage à de vieilles idées qui visiblement n'ont pas données de résultats pour la classe ouvrière, peu importe où l'on se trouve sur le globe.

Mais que dire du mouvement libertaire? D'abord, faisons la mise en garde suivante : nous ne nous croyons pas au-dessus du mouvement. Nous n'avons pas non plus toutes les réponses pour ce qui est de son développement. Ce que nous remarquons, c'est que les projets spécifiques (comme des groupes de bouffe et de diffusion, pour ne nommer que deux exemples) priment toujours sur des groupes politiques plus généraux. Même si certaines tendances se précisent, comme la tendance écologiste ou la tendance communiste libertaire, plusieurs libertaires hésitent toujours à définir précisément leurs positions politiques. Ce qui est à saluer, c'est le regroupement de collectifs au sein de réseaux, comme la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) et la Coalition des diffuseurs libertaires de Montréal (5), ainsi que la création de collectifs dans d'autres régions (6). Par contre, bien des composantes du mouvement persistent à se poser comme les «plus radicaux des radicaux» et de rejeter toute lutte existante comme étant «réformiste». Une telle attitude ne fait qu'isoler les libertaires des mouvements sociaux en empêchant la possibilité que nos idées aient un écho chez les personnes en lutte (dans le mouvement syndical ou ailleurs). La mouvance est souvent qualifiée de «mouvement libertaire», mais en fait, il est plus juste de considérer le tout comme une multitude de collectifs et de projets qui n'ont souvent pas de cohérence entre eux. Il n'est pas question, dans ce cas, d'essayer d'unir tous les anarchistes. Acceptons plutôt la mise en réseau lorsqu'il y a une direction et des priorités communes.

Nous ne pensons pas que le véritable changement révolutionnaire viendra d'une

organisation politique ou d'un parti. Les politiques révolutionnaires devront se développer ailleurs. Où? Dans les mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux

Alors qu'il serait tentant, en période de régression sociale et de défaites chez la classe ouvrière, d'appeler les travailleurs-euses à quitter leurs syndicats et les mouvements sociaux existants, nous croyons au contraire que les révolutionnaires ne doivent pas abandonner ce terrain aux réformistes.

Les syndicats et les groupes de défense des droits sociaux, malgré tous leurs défauts, ont, la plupart du temps, la qualité de poser les intérêts de la classe ouvrière comme étant incompatibles avec ceux de la classe

dirigeante. Pour remporter des gains par rapport à nos conditions de vie, on ne peut pas passer par la concertation avec les possédants (malgré ce que certains réformistes espèrent). Il se produit inévitablement un conflit, une lutte entre les deux parties. C'est le début d'une réponse à la guerre que les possédants nous livrent quotidiennement.

Mais il est insuffisant d'appuyer notre stratégie révolutionnaire simplement sur les structures des mouvements sociaux existants. Leurs limites sont bien connues, qu'elle soient légales, posées par les directions des mouvements ou bien à l'intégration presque automatique des mouvements dans la logique capitaliste. Par nécessité d'autonomie et de radicalité, il faut avoir en main des structures alternatives contrôlées par la base. Force est de constater qu'au Québec, ces structures alternatives sont presque inexistantes et cette lacune explique en bonne partie le fait que le contrôle des luttes glisse souvent des mains des bases syndicales et communautaires vers celles des bureaucrates. Ces structures restent donc à construire, et les idées et valeurs des libertaires ont, selon nous, un rôle important à jouer dans leur élaboration.

Ouvrir les ressources, ouvrir les mouvements, radicaliser les points de vue politiques

Que ce soit simplement pour faire naître la possibilité de transformer les mouvements sociaux actuels en mouvements sociaux autonomes, nous pensons que les ressources des syndicats et groupes populaires actuels doivent être ouvertes et par-

tagées avec l'ensemble de la classe. Nous faisons référence aux ressources techniques comme l'utilisation de locaux, l'allocation de photocopies gratuites et la création d'un fond de grève de solidarité pour les non-syndiquéEs —qui ont le potentiel de mener des luttes, malgré le fait qu'il y a très peu d'organisation à même leur lieu de travail.

Avec ce partage des ressources se réaliserait simultanément une ouverture des mouvements sociaux, pour faire converger les différentes luttes de la classe ouvrière. Par exemple, des locataires et des syndiquéEs d'un quartier pourraient se réunir pour discuter des problèmes d'accès au logement (7).

On ne doit pas s'arrêter aux structures des mouvements sociaux, que ce soit les structures officielles, les structures alternatives ou bien les structures que nous espérons voir émerger dans le futur. Il y a aussi une grande part de «politique» à faire, qui se caractérise surtout par une rupture avec des pratiques actuelles. Il faudra rompre avec l'idée de concertation (les patrons et l'Etat ne nous accorderont rien sans une bataille), rompre avec la politesse, la respectabilité et le légalisme à tout prix (en gros, utiliser les tactiques les plus efficaces... qui ne sont pas toujours celles qui font plaisir aux patrons, aux médias et qui ne cadrent pas toujours dans la loi) et rompre avec la foi dans un parti politique qui sera en mesure de représenter les mouvements (que ça soit l'UFP aux élections ou le PCR sur les barricades).

Il est évident, dans notre stratégie, qu'en développant des politiques révolutionnaires à même les mouvements sociaux, nous rejoignons des positions classiques du syndicalisme révolutionnaire. De un, nous pensons que la classe ouvrière doit commencer dès aujourd'hui, par des pratiques d'autogestion, à «construire une nouvelle société au sein de l'ancienne». De deux, nous pensons que les luttes d'aujourd'hui servent de «gymnastique révolutionnaire» et sont en fait un entraînement pour les luttes de demain, qui seront, espérons-le, plus en rupture avec la société capitaliste. De ce point, il faudra aussi considérer comment faire en sorte que ces mouvements sociaux autonomes ne soient pas récupérés par différentes forces politiques et comment effectivement passer de mouvements de résistance à la révolution. C'est ce qui sera traité dans les deux dernières parties de cet article

Mouvements autonomes vs récupération

Au cours de l'histoire récente, la majeure partie des luttes et victoires

gagnées par la classe ouvrière a fini par être récupérée par l'Etat, d'une manière ou d'une autre, pour être intégrée au capitalisme et optimiser son fonctionnement (8). Plus près de nous, les exemples pleuvent : la grève étudiante en 1996, le mouvement des squats en 2001-02, le mouvement anti-guerre... Ces luttes, expression de la classe ouvrière et souvent issues d'une volonté populaire bien enracinée, sont reprises par des représentants professionnels autoproclamés et payés, pour ensuite perdre toute substance et authenticité ou pire être complètement condamnées, comme ce fut le cas lors de la grève étudiante de 1996 (9).

Toute une partie des organisations sociales, plus souvent qu'autrement les permanentes et les directions, doivent trouver des moyens de justifier leur position au sein de l'organisation ou de la société et se servent des luttes pour les diriger vers des objectifs précis qui ne servent qu'eux; obtentions de subventions, réélection à un poste, reconnaissance comme interlocuteur auprès des autorités, etc. Et tous les moyens sont bons pour y arriver. Les luttes deviennent partie intégrante du grand spectacle qu'est le capitalisme, ces représentantEs autoproclamés aimant jouer les comédiens dans les médias : « on ne peut plus contenir nos troupes », « vite des logements sociaux pour les mal-logés »... Ils se substituent à la voix de ceux-là même qui vivent l'exploitation et qui luttent contre elle, créant une distorsion entre les revendications légitimes de la base et leurs propres désirs de reconnaissance. Personne n'est mieux placé que

l'exploitéE pour savoir ce qu'il veut. Or, ce n'est pas des imposteurs prêts à tout qu'il nous faut pour aller plus loin. Les luttes doivent atteindre leurs objectifs sans avoir à être négociées avec l'ennemi.

Ceci amène la question de l'autonomie des organisations. Elle demeure cruciale pour le développement de la lutte contre la bourgeoisie : on ne peut pas laisser des intérêts extérieurs nous influencer. Les décisions doivent être prises à la base et mises en application par des membres éluEs et révocables, lorsque nécessaire, responsables seulement devant l'assemblée en tenant compte des intérêts de la classe ouvrière et de la lutte. Les partis de gauche disent toujours à qui veut l'entendre qu'ils sont pour un monde différent, mais si un jour ils sont près de gagner les élections, il n'y a aucun doute qu'ils seront prêts à tout pour les remporter, y compris trahir leurs membres. L'élection récente de gouvernements de gauche, comme au Brésil ou au Venezuela, nous montrent bien leur hypocrisie. Les subventions aux groupes communautaires, le carriérisme, les élections, le partage du pouvoir politique sont des outils entre les mains des possédants pour nous dévier de nos objectifs historiques.

Les nombreuses défaites (appelons-les des défaites puisque la révolution reste encore à faire) de la classe ouvrière ont quelque chose à nous apprendre : le capitalisme et la collaboration de classe inhérente à la démocratie bourgeoise prennent mille et un visages, mais malgré tout, il est toujours possible d'en dégager des leçons. Nous croyons, comme libertaires, qu'il est



d'une grande importance d'analyser ces événements, d'en décortiquer les éléments positifs et négatifs, de les retourner sous tous leurs angles, qu'ils soient débattus encore et encore, non pas d'une manière négative et destructrice comme cela peut être le cas après une défaite, mais d'une manière positive et constructive afin de pousser le mouvement vers des bases encore plus solides. Les résultats de ces constats doivent être communiqués le plus largement possible pour maximiser le nombre de personnes qui en prennent connaissance et être diffusés largement, mais surtout qu'on puisse les retrouver sur papier des années plus tard afin qu'ils restent dans notre mémoire collective et servent de bases aux victoires futures. En effet, la clé du succès réside dans la mémoire historique de la classe ouvrière. Nous sommes les seuls à pouvoir garder cette mémoire vivante, la bourgeoisie cherchant toujours à la réduire à néant avec ses médias et son éducation qui ne défendent que ses intérêts (10). Pour cela, des organes de communication seront nécessaires. Ceci implique d'imprimer des journaux et de les distribuer très largement, d'être présents dans les lieux publics pour engager le débat avec les gens, d'organiser des assemblées publiques, d'investir les radios communautaires, afin de garder la mémoire historique vivante, mais aussi pour développer des opinions sur les enjeux d'actualité, prendre nos vies en mains et reprendre l'espace que le capitalisme nous vole chaque jour.

Avec une bonne conscience de l'histoire et une analyse de la conjoncture actuelle, des objectifs clairs et atteignables doivent être établis et des stratégies mises au point au sein des organisations autonomes de notre classe. Les luttes doivent être menées dans le but d'aller chercher des gains, contrairement à un but défensif. L'effet d'une victoire est beaucoup plus fort

que celui d'avoir conservé un acquis. L'expérience de reprendre sa vie en main donne un énorme pouvoir aux personnes concernées ainsi qu'une confiance inébranlable, et rien ne pourra faire disparaître ces sentiments. Par contre, il est primordial que l'objectif de la lutte soit atteignable afin de s'assurer du succès : une grève qui demande la révolution a peu de chance d'aboutir. Sans objectifs précis et réalistes, rien ne peut être gagné. À défaut d'y arriver, on doit s'attendre à ce que des négociations aient lieu et que certains aspects soient cédés au détriment de la lutte. Le compromis est le pire piège sur notre route, c'est la faille que la bourgeoisie saura utiliser pour nous ramener à notre condition d'esclaves salariéEs. Avoir une attitude qui ne laisse pas de place au compromis nous donne une grande force sur la minorité qui nous dirige. Nous avancerons comme un bloc pour reprendre ce qu'ils nous ont volé!

De la résistance à la révolution

En tant que libertaires, nous croyons qu'une société réellement juste ne peut être obtenue qu'à travers une transformation rapide et radicale des structures politiques et sociales qui existent aujourd'hui. Bref, par une révolution. Nous croyons que ce changement fondamental surviendra grâce à la croissance de mouvements sociaux de plus en plus militants, aidés par un accroissement général de la conscience de classe et des valeurs sociales positives des individus dans la société en général.

Nous pensons que ces mouvements seront en mesure d'organiser l'occupation généralisée de routes et d'usines, des grèves générales de travail et de loyer, paralysant une économie ne servant que les intérêts d'une minorité. Ces points forts des luttes sont des moments cruciaux où l'État et le patronat peuvent, à travers des réformes, acheter ou temporairement apaiser la

majorité des travailleurs-euses. Toutefois, les mouvements peuvent réussir à aller au-delà des limites du système actuel. Ainsi la classe ouvrière peut collectivement s'affirmer et créer les conditions nécessaires au triomphe de la révolution sociale.

Même si l'histoire nous a démontré que des périodes de perturbation sociale massive sont inévitables, des changements sociaux positifs, eux, sont tout sauf inévitables. En étudiant l'histoire, nous trouvons plusieurs exemples d'expériences dont nous pouvons tirer des leçons et sur lesquels nous pouvons modeler notre théorie et nos pratiques actuelles. La liste de ces exemples historiques pourrait être longue. Chacun d'eux nous enseigne des leçons différentes à retenir : les révolutions déçues de Russie, Chine et Cuba, de nombreux soulèvements spontanés ou semi-organisés tels que la grève générale au Québec en 1972, la Poll Tax Rebellion en Grande-Bretagne et les émeutes qui ont suivi l'arrestation brutale de Rodney King à Los Angeles en 1992. Il y a aussi des révolutions incomplètes ou avortées telles que mai 1968 en France et plus récemment l'expérimentation sociale massive qui se poursuit en Argentine. Certains de ces moments, pendant lesquels la classe ouvrière peut enfin créer les bases d'une nouvelle société, furent étouffés par la suffocante dictature exercée par des «révolutionnaires» autoritaires. D'autres n'étaient pas guidés par une vision d'une société nouvelle, alors que certains étaient simplement désorganisés. La plupart de ces exemples historiques ont souffert d'une combinaison de ces différents facteurs.

La liberté dans les rues

Une transformation sociale rapide et totale à l'effet double de désarmer et de déconstruire l'ordre dirigeant en place, tout en permettant à la classe ouvrière de s'unir et de regagner le contrôle. Après tout, c'est elle qui devra alors construire, défendre et développer la nouvelle société révolutionnaire.

Le changement révolutionnaire est largement tributaire du contexte dans lequel il survient, mais aussi de l'accumulation de force qui le précède. Quiconque s'est trouvé dans la rue au cours d'une manifestation ou d'un soulèvement de grande envergure (comme lors du Sommet des Amériques en avril 2001 à Québec) doit connaître le sentiment immensément libérateur et unificateur qui s'empare des gens lorsqu'ils sont témoins d'actions collectives pour une cause commune sur une grande échelle. La période de transformation radicale sera un moyen pour sa propre fin. L'esprit de solidarité et l'espoir que tout



Photo Émilie Baillargeon, Les DéclencheurEs.

peut changer s'enracinera, même chez les plus sceptiques. C'est ce qui va permettre, du moins en partie, l'émergence d'un changement social et politique durable.

L'influence dans les mouvements de masse

En se radicalisant, les mouvements sociaux deviennent de formidables écoles pour le changement social. On y apprend la pratique de la solidarité et l'importance de construire des rapports de force. Toutefois, ces structures n'enseignent souvent que des demi-leçons. Lorsqu'elles sont sous le contrôle d'immenses bureaucraties enracinées avec leurs intérêts acquis dans le statut quo, elles peuvent en fait devenir les freins qui vont ralentir, voire même arrêter les mouvements de masses à des moments cruciaux. C'est pour ces raisons qu'il est important que les anarchistes soient actifs et actives et organisés autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces mouvements sociaux larges. En construisant des associations avec les gens de la base et des groupes éducatifs (comités de grève, lignes de piquetage mobiles, des groupes d'études, etc.), les politiques anarchistes d'action directe et de prise de décisions à l'horizontal peuvent être partagées avec un grand nombre de travailleurs et de travailleuses qui ne s'impliqueraient pas dans des groupes anarchistes d'une autre manière. À travers ces luttes concrètes, les anarchistes peuvent prouver la validité de leurs politiques, ce qui aidera non seulement à faire des gains immédiats, mais aussi à établir les anarchistes et leurs organisations comme des membres de confiance, respectés dans leurs communautés et leurs lieux de travail. À travers ces pratiques, avec une presse libertaire vivante et des activités publiques, l'anarchisme en tant que vision politique doit s'établir avant la période cruciale qu'est la révolution sociale.

Ces moments doivent être précédés par des années de lutte et d'organisation. Comme l'expliquaient des membres de la CNT en 1936 : « Nous, dans la CNT, n'avons pas visé de faire la révolution mais bien de nous défendre, de défendre la classe ouvrière. Pour faire la révolution sociale, qui nécessitait la totalité du prolétariat espagnol derrière elle, cela nous aurait pris un autre 10 ans... mais ce n'est pas

nous qui avons choisi le moment. » (1) Qu'une organisation de 2 millions de personnes et vieille de 30 ans sente qu'elle n'était pas prête à un moment où un soulèvement social lui était imposé est un argument assez fort pour nous convaincre d'avoir une organisation forte et expérimentée bien avant que ce temps arrive.

Nos désirs armés

Ultimement, lors d'une période de rupture complète avec le système capitaliste, à un moment où les grèves seront généralisées et les quartiers/espaces seront occupés, une confrontation violente aura lieu entre les anciens dirigeants et la nouvelle société. Sans armes et sans moyens de défense, nous allons être écrasés. Avec des armes et des milices non-hiérarchiques pour défendre les acquis de la révolution, nous allons survivre et progresser.

Les Amis de Durruti, un groupe de communistes libertaires qui a participé à la Guerre civile espagnole, ont précisément pris cette position. La classe ouvrière, en période révolutionnaire, doit être armée. Par contre, il n'est pas question de créer une armée institutionnelle et/ou étatisée.



Les armes ne doivent pas non plus provenir d'aucun « parti » révolutionnaire ou n'être qu'en la possession d'une avant-garde combative. Encore une fois, c'est dans le mouvement social que ce saut qualitatif dans les moyens de lutte doit se produire. Si la révolution demande des prises de position difficiles, comme la répression de forces réactionnaires et hostiles à la nouvelle société, on ne doit pas perdre de vue la base de nos principes libertaires. Milices populaires, oui ; dictature du prolétariat, non.

Ce texte décrit le passage d'une situation de défaites de la classe ouvrière à l'ultime victoire de la révolution sociale. Si ce résultat final n'est possible que dans un futur éloigné, il ne faut pas en déduire pour autant qu'il n'y a pas un travail révolutionnaire important à accomplir dès maintenant. Libertaires : organisons-nous, diffusons nos idées et participons aux luttes de notre classe. Qui sait, un autre futur nous attend peut-être...

Collectif anarchiste !Impact!

Notes:

(1) Il est intéressant de noter que ce constat s'applique tout à fait au Québec, qui n'a pas connu de mouvement de masse en mesure de mettre en danger le capitalisme depuis la grève générale de 1972. L'affirmer ne veut pas dire pour autant que d'autres moments de lutte n'ont pas été importants (grève étudiante de 1996, le Sommet des Amériques, etc.)

(2) Mouvement, ou plutôt, « mouvance » libertaire, dont nous faisons partie. Il y a approximativement une vingtaine de groupes libertaires au Québec, dont 5 sont fédérés dans la NEFAC.

(3) Tiré de « La NEFAC et son virage syndicaliste » Arsenal, mars 2004. L'ordre dans lequel sont présentés les impératifs de la révolution maoïste (parti, armée, action révolutionnaire des masses) en dit long sur les priorités des PCristes...

(4) Les ressemblances entre le Black Bloc et les Poings Rouges s'arrêtent au niveau de leur attitude de confrontation dans les manifestations. Alors que les Black Blocs sont souvent massifs (regroupant des centaines de personnes), les Poings Rouges sont au contraire des groupuscules d'une quinzaine de personnes au plus. Pendant que les Black Blocs sont orientés par des assemblées de délégués de groupes d'affinités, les Poings Rouges sont dirigés par une chaîne de commandement.

(5) La NEFAC-Montréal est membre de la CLAC et de la CDLM. Cette dernière a permis la réalisation de la Librairie l'Insoumise.

(6) Il y a maintenant des collectifs de la NEFAC à Sherbrooke et à St-Georges-de-Beauce. Il y a aussi le groupe Reclus-Malatesta (d e la CLAC), actif dans Lanaudière, ainsi qu'un intérêt toujours plus grand pour l'anarchisme qui se fait sentir au Saguenay, dans le Bas-Saint-Laurent et en Abitibi.

(7) C'est une pratique qui est en fait déjà appliquée par certains syndicats du SCFP de la région de Toronto.

(8) Par exemple, le chômage (qui était au départ un moyen d'entraide entre travailleurs-euses au sein de leurs organisations propres) ou encore le syndicat (qui était illégal à ses débuts et qui est maintenant un acteur incontournable de toute bonne démocratie, servant, plus souvent qu'autrement, de soupape pour la colère populaire).

(9) En effet, à l'automne de 1996, un mouvement de grève s'étend, principalement dans les cégeps, impulsé par le Mouvement pour le Droit à l'Éducation, contre la hausse des frais de scolarité. Mais alors que le gouvernement semble prêt à céder, la FECQ et la FEUQ, qui sont restées plutôt à l'écart du mouvement, négocient une entente avec le gouvernement. En échange d'un gel des frais, ce dernier impose la « taxe à l'échec » pour nettoyer les cégeps des étudiant-e-s à faible revenu. Finalement, les frais augmenteront quand même avec l'apparition des « frais afférents ».

(10) Petite anecdote : lorsque le PLQ entra au gouvernement à l'été 2003, le déficit du gouvernement était beaucoup plus grand que ce que le PQ disait, alors, évidemment, des coupures s'imposaient et des partenariats avec le privé se justifiaient. C'était exactement la même sauce qu'on nous servait la dernière fois qu'ils étaient entrés au gouvernement ! Mais qui s'en souvient et qui nous le rappellera ?

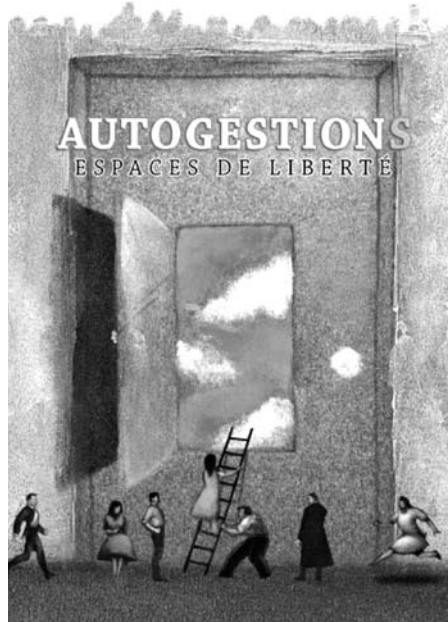
(11) Citation d'un travailleur du textile, membre de la CNT, Andreu Capdevila dans *Blood of Spain*, p.72

Possibles fait le point sur l'autogestion

La revue *Possibles* est née il y a presque 30 ans dans l'intention de «rendre compte des diverses pratiques émancipatoires pour les réunir autour d'un projet de société autogestionnaire». Elle a décidé ce printemps de revisiter le concept d'autogestion par un numéro spécial sur le sujet et un colloque organisé à l'Université de Montréal à l'occasion du 50^e anniversaire de son département de sociologie (1).

L'indéniable intérêt du tour d'horizon que nous offre *Possibles*, c'est qu'il s'attarde autant à ce que l'autogestion a de grandiose qu'à ce qu'elle a de banal, voire mesquin : de l'autogestion généralisée à l'autogestion de la misère (comme dit l'ultra-gauche), du projet de société totalisant aux pratiques actuelles du développement durable et de l'économie sociale. Dès l'éditorial, la revue met le doigt sur un point fondamental : il y a au moins deux autogestions ; l'autogestion comme point d'arrivée de l'action politique, économique et sociale et l'autogestion comme pratique concrète nécessaire à la poursuite de toute action émancipatoire. S'il n'y a guère plus que les libertaires pour revendiquer l'autogestion dans sa dimension utopique de projet de société, l'autogestion comme pratique concrète est le quotidien d'un nombre important de projets ayant pignon sur rue au Québec (même s'ils ne revendiquent pas nécessairement l'étiquette autogestionnaire).

Dans un premier temps, plusieurs auteurEs se demandent ce qu'il est advenu du projet autogestionnaire, entendu comme projet de société, qui animait la revue dans les années 1980. Le constat général qui en ressort est que le mouvement autogestionnaire québécois a plus été fantasmé qu'autre chose. Si tous les ingrédients étaient bel et bien là, la pâte n'a jamais vraiment levée. Ce détour par le passé n'est pas vain, au contraire, on en apprend beaucoup (*la mémoire des vaincus* n'étant jamais très populaire). Qui sait, par exemple, que plusieurs sociologues militantEs ne juraient que par l'autogestion durant les années 1980, ou que plusieurs colloques ont été organisés et que certaines initiatives communautaires aujourd'hui très banales ont déjà eu un souffle subversif ? Pour notre mémoire collective, les textes de Gabriel Gagnon, Jean-François Lepage et Mona-Josée Gagnon sont essentiels.



D'autres auteurEs traquent plutôt l'idée dans des pratiques concrètes pour voir si l'autogestion ne perdurerait pas sous un autre label. À mon humble avis, certains de ces auteurs font le catalogue de l'autogestion de la misère. Développement territorial, économie sociale et mouvement coopératif sont décortiqués pour voir si on ne pourrait y trouver l'ombre du souffle autogestionnaire. Si certains approchent la question de manière désincarnée, d'autres y vont de façon plus critique. Mona-Josée Gagnon, par exemple, juge sévèrement ces applications à la petite semaine dans *L'irréductible destin d'une utopie* (p.54). «Dans le cadre de cette même ancienne vie syndicale, au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix (début), je fus chargée du dossier «organisation du travail», à l'occasion duquel je retrouvai l'autogestion, mais dans quel état : mutilée, violée, bafouée, reniée, ridiculisée... Les gourous du management étaient passés par là,» écrit la sociologue.

La dernière partie revisite l'autogestion aujourd'hui, dans ses dimensions franchement subversives. Marco Silvestro et Jean-Marc Fontan vont voir du côté des pratiques autogestionnaires des libertaires, des militants pour le droit au logement et des écologistes pour noter comment se porte l'utopie au quotidien, tandis que Francis Dupuis-Déri s'attaque aux expériences de camping militant autogérés en Europe (VAAG et autres No Borders!). Le dossier se ferme sur un projet économique d'auto-

gestion généralisée : l'Écopar, présentée par Normand Baillargeon. La boucle est bouclée, partant du monde du travail, l'autogestion y revient dans toute sa dimension utopique et sociétale.

J'appréhendais beaucoup la lecture de ce dossier spécial, tant *Possibles* nous a habitués au pire réformisme au fil des ans, et je dois dire que j'ai été agréablement surpris. Contrairement à une revue anarchiste, le parti pris «sociologique» de *Possibles* l'autorise à analyser des phénomènes qui seraient tout simplement mis de côté par des libertaires purs et durs. D'autre part, le dossier m'a permis de mettre le doigt sur un malaise que je ressens depuis plusieurs années face au milieu libertaire. Je suis en effet de ceux qui envisagent l'autogestion dans sa dimension révolutionnaire et j'avoue avoir de la difficulté à réconcilier ma vision utopique pure et dure avec les expériences concrètes des partisans des *alternatives de vie*. Que ce soit au niveau écologique, de la consommation ou des pratiques militantes, j'ai souvent eu l'impression que les volontés autogestionnaires des camarades m'entourant accouchaient de souris et de projets... un peu banal et finalement pas très subversif (et sans doute qu'eux et elles doivent penser que j'aime à pelleter des nuages mais que je n'actualise pas vraiment mes valeurs). L'intuition de l'introduction de ce dossier, soit la présence de deux exigences autogestionnaires : l'autogestion comme point d'arrivée ou comme moteur du changement social me semble donc vitale. Sans pratique autogestionnaire concrète, l'utopie autogestionnaire n'est pas grand chose (un discours tout au plus), mais sans dimension révolutionnaire globale, la pratique autogestionnaire concrète perd de sa portée et de son sens. J'ai bien peur que seule la fusion des deux exigences permettra d'aboutir à un mouvement ayant un réel potentiel subversif.

Camille

Autogestions, espaces de liberté.
Possibles, vol. 29, no 2, printemps 2005

(1) Il faut savoir que ce Département de sociologie hébergeait, il y a vingt-cinq ans, le «seul programme d'envergure en sociologie de l'autogestion» soit le programme de recherche sur les pratiques émancipatoires en milieu populaire de l'Institut québécois de recherche sur la culture (dixit Jean-François Lepage dans *Les sociologues québécois et le mouvement autogestionnaire*, p. 29).

Chemin faisant, nous apprenons

Les cinq premières années de la NEFAC

La fin des années 1990 a été une période déprimante pour les anarchistes de l'Amérique du nord. Le mouvement n'allait pas vraiment bien. Énormément de militantEs de longue date sont passéEs à autres choses tandis que plusieurs projets ont été dissouts ou mis en veilleuse.

Les anarchistes des années 1990 avaient beaucoup essayé de développer une stratégie et de se positionner pour la prochaine montée des luttes, le prochain grand mouvement social. CertainEs ont parlé d'écologie, d'autres de contre-institutions (hum... de librairies alternatives), d'autres ont tenté de développer en marge un militantisme anarchiste ou radical (Anti-Racist Action, Earth First!, Food not Bombs, Copwatch, Anarchist Black Cross, etc.) pendant que d'autres encore n'ont juré que par la contre-culture (essentiellement le mouvement punk). D'aucunEs ont même tenté de mettre sur pied des organisations et des réseaux anarchistes.

En 1998, l'organisation que tout le monde prenait plaisir à détester (ou admirer), la Fédération Révolutionnaire Anarchiste Love & Rage, a implosé tandis que la plupart des projets qui se définissaient par opposition à elle ou qui se trouvaient simplement dans son ombre ont éprouvé de sérieux problèmes. Au Québec, le mouvement a aussi piqué du nez avec les disparitions de Démanarchie, Food Not Bombs et plusieurs autres groupes et collectifs. Plus d'une décennie de militantisme anarchiste semblait s'évaporer. Pour beaucoup, il était clair à cette époque que le mouvement anarchiste des années 1990 avait échoué et était en train de fermer boutique. En fait, quand le grand mouvement social attendu a finalement fait irruption dans les rues de Seattle en 1999, non seulement tout le monde a été pris par surprise mais il ne restait presque plus personne pour commenter (sinon Chuck0, le webmestre d'Infoshop.org).

Seattle a donné un élan formidable au mouvement anarchiste. D'une scène politico-culturelle très marginale, celui-ci a été catapulté du jour au lendemain au coeur d'un mouvement de masse. C'est à ce moment-là qu'est née la NEFAC.

D'où vient l'idée ?

Les frustrations avec la « scène »

Nos frustrations face au mouvement anarchiste nord-américain étaient nombreuses et profondes. Être libertaires ne nous empêchait pas de trouver que ce mouvement manquait de cohérence politique et de coordination. La plupart du temps, selon nous, les anarchistes tenaient un discours politique plutôt mal dégrossi et on les retrouvait soit isoléEs dans des organisations de masse réformistes ou encore rassembléEs dans des groupes radicaux eux-mêmes isolés. En tout cas, nous trouvions que les anarchistes étaient «déconnectéEs» des oppriméEs, de leurs mouvements, et manquaient de leviers pour changer les choses.

Cette absence de lien avec les oppriméEs signifiait aussi que le destin de l'anarchisme devenait intimement lié à celui de sous-cultures –le mouvement punk et, dans une moindre mesure, les manifestations modernes du « peace and love » des hippies– au point où l'anarchisme lui-même était en train de devenir un sous-produit de ces sous-cultures, totalement étranger à la vie des classes populaires. Et si la plupart d'entre nous proviennent du milieu punk ou skinhead, nous pensons néanmoins que l'anarchisme va beaucoup plus loin qu'un simple mode de vie ou une éthique « do-it-yourself ». Pour nous, l'idéal anarchiste est d'abord et avant tout une philosophie politique qui doit être ouverte à touTEs pour arriver à se réaliser pleinement (et la perspective de voir un jour tout le monde devenir punk ou skinhead nous apparaît hautement improbable...).

Les discussions pour former une nouvelle organisation anarchiste ont donc commencé peu de temps avant Seattle, dans la période qui a suivi la dissolution de Love and Rage et Démanarchie. À ce moment-là, l'idée n'était partagée que par une petite bande d'anarchistes disséminéEs dans tout

Anti-Racist Action: mouvement anti-raciste qui prône l'action directe et la confrontation contre l'extrême droite.

Earth First!: mouvement dit «d'écologie profonde» pronant l'action directe non-violente et le sabotage.

Food not Bombs: mouvement pacifiste spécialisé dans la distribution gratuite de bouffe végétarienne récupérée. Le chapitre de Québec publiait le zine Hé... Basta!

Copwatch: pratique militante consistant à surveiller les agissements de policiers en les filmant. Le COBP fait, entre autre, du «copwatch».

Anarchist Black Cross: mouvement de soutien aux prisonniers politiques.

Love & Rage: organisation politique libertaire ayant publié un journal du même nom pendant 9 ans. Voir le bilan de cette organisation publié dans le premier numéro de Ruptures (disponible sur nefac.net).

Démanarchie: tabloïd anarchiste et populiste publié au Québec dans les années 1990.

le nord-est américain. Que le contact entre deux petits collectifs de Québec et Boston n'ait pu se faire que par le biais d'un article paru dans une revue anarchiste britannique (Organise!) en dit long sur notre niveau d'aliénation et d'isolement à l'époque. Rien d'étonnant si l'on sait que le discours officiel du mouvement anarchiste était alors la propriété exclusive des anti-organisationalistes de Anarchy!, Fifth Estate et Infoshop.org. Pour ces gens, l'idée de former une organisation anarchiste avait déjà été essayée et n'avait mené qu'au gauchisme; il s'agissait d'un échec pro-



Photo CMAQ

Platformiste: courant organisationnel de l'anarchisme s'inspirant de la «Plateforme d'organisation des communistes libertaires», un document produit par un groupe d'anarchistes russes en exil après leur défaite de 1921 aux mains des bolshéviques. La Plateforme prône une organisation politique anarchiste basée sur un haut niveau d'entente théorique et tactique et la responsabilité collective. Plus de détails sur nefac.net et dans le premier numéro de Ruptures.

Lutte-de-classiste: se dit des révolutionnaires qui pensent que les luttes de classe sont l'un des principaux -- voire LE -- moteur de changement social.

grammé, d'un projet dangereux, point à la ligne. Nous avons un autre point de vue sur la question.

CertainEs d'entre nous avaient eu la chance de voyager en Europe et de constater sur place les avantages réels d'une organisation. Plusieurs lisaient avidement la presse anarchiste européenne qui apparaissait beaucoup plus mûre que sa contre-partie nord-américaine. Sans compter que le mouvement européen demeure, c'est le moins qu'on puisse dire, beaucoup plus gros, arrivant à produire quelques hebdomadaires et de multiples mensuels alors qu'ici nous avons de la difficulté à faire paraître une revue quatre fois par année. Nous désirions reproduire le succès de nos camarades anarchistes d'outre-mer. Nous avons donc commencé à étudier l'histoire et les structures de leurs organisations.

En raison de nos expériences dans le contexte nord-américain, nous avons été attirés par la tradition platformiste du communisme libertaire. Ce qui n'empêchait pas une très forte sympathie pour l'anarchosindicalisme, l'autre tradition lutte-de-classiste large et cohérente de l'anarchisme. Mais le fait que les organisations syndicalistes révolutionnaires n'allaient nulle part et la manière dont le mouvement syndical s'est institutionnalisé ici -- avec nos lois forçant le monopole de la représentation syndicale (« close shop ») et l'absence d'un syndicalisme minoritaire ou même pluriel -- ne nous laissait pas croire qu'il y aurait de l'espace pour construire un tel mouvement en Amérique du nord. De plus, pour des raisons de proximités culturelles, sociales et linguistiques, les arguments en faveur d'une organisation communiste libertaire de deux groupes anglophones, l'Anarchist Federation et le Worker's Solidarity Movement, nous apparaissaient très sensés.

L'arrivée de la NEFAC

La NEFAC a enfin été fondée, après un an de cogitation, lors d'un congrès tenu à Boston en avril 2000.

Si elle adhère aux principes platformistes que sont l'unité théorique et tactique, la NEFAC a toujours eu des attentes modestes de ce côté. L'idée était simplement de construire une organisation qui rassemblerait des révolutionnaires autour d'une tradition commune et d'un désir d'élaborer une théorie et une pratique collectives. En dehors de cette idée, les membres fondateurs de la NEFAC possédaient peu de chose en commun sinon une volonté de s'enraciner dans la classe ouvrière et ses mouvements sociaux. Nous voulions y tester nos points de vue et, éventuellement, créer un anarchisme à caractère populaire qui redonnerait à notre mouvement l'influence qu'il a eue par le passé au cœur des luttes de classes. Avant tout, nous nous sommes attelés à concrétiser notre désir de s'organiser.

On peut identifier une première période de construction des fondations de la NEFAC. Pendant un an, nous avons discuté de nos buts et principes, de notre constitution et de notre orientation stratégique minimale; puis nous les avons testés en pratique.

Les «Buts et principes» furent directement inspirés d'un document, en tout point similaire, publié dans chaque numéro de *Organiser!*, la revue de la Fédération anarchiste britannique. C'était, et ça demeure, une courte déclaration de nos accords politiques de base.

Notre constitution, pour sa part, a été inspirée de documents similaires produits depuis les années 1970 par le mouvement libertaire français, principalement la constitution de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA). Il peut sembler drôle, ou triste selon le point de vue, que notre constitution ait été écrite en prenant pour modèle une organisation qui comportait des douzaines de groupes et des centaines de membres tandis que de notre côté, en comparaison, nous ne pouvions compter que sur deux vrais groupes et une douzaine d'individus isolés. Au fond, il s'agissait plus de notre «vision idéalisée» du fonctionnement d'une organisation révolutionnaire que d'un document pratique reflétant notre développement réel.

Pour ce qui est de notre orientation stratégique minimale, elle s'est résumée à cette phrase désormais sur-utilisée et qui est originalement tirée de nos Buts et principes : « La NEFAC est une organisation de militantEs révolutionnaires de divers mouvements de résistance qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme.

L'activité de la fédération est organisée autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux. »

Pendant cette première période, les interventions de la NEFAC se sont inscrites dans le cadre du mouvement anti-mondialisation et du mouvement anticapitaliste plus ou moins anarchiste. Malgré quelques succès réels, notamment à Washington et Québec, les limites de ce type d'action nous sont rapidement apparues (comme au reste du mouvement anticapitaliste, d'ailleurs). C'est à partir d'une critique de la «course aux sommets» et de notre volonté d'enraciner nos pratiques dans les mouvements sociaux des classes ouvrières et populaires que nous avons décidé d'essayer autre chose. Ainsi, pour concrétiser cet enracinement et contribuer à ce que l'anarchisme retrouve l'influence plus large du passé, nous avons laissé derrière nous un certain activisme (la planification du contingent radical de la prochaine manif...) pour commencer à penser et agir en fonction d'une stratégie à plus long terme.

Vers une stratégie

Deux ou trois ans après avoir défini les grands axes d'intervention de la NEFAC, le temps est venu de clarifier ce que nous voulions dire par «intervention dans les luttes de notre classe». D'abord, notre compréhension de la relation théorique entre l'organisation anarchiste et les mouvements sociaux a été expliquée dans un texte officiel, La question de l'organisation révolutionnaire anarchiste :

«Une perspective radicale ne peut émerger, selon nous, que de mouvements sociaux. C'est pourquoi nous prôtons la radicalisation de toutes les luttes (du latin "radix", c'est-à-dire "racine" : radicaliser signifie aller aux racines des problèmes). Par le biais de cette radicalisation et de notre engagement en tant que communistes libertaires dans divers mouvements de résistance, nous voulons contribuer au développement d'une conscience de classe autonome, seul garde-fou contre les récupérations politiques de diverses tendances (incluant une éventuelle récupération par un courant anarchiste). La révolution que nous souhaitons ne sera pas l'œuvre d'une organisation, même anarchiste, mais d'un large mouvement de classe par lequel les "gens ordinaires" vont prendre directement le plein contrôle sur la totalité de leur vie et de leur environnement.»

Comme nous sommes une toute petite organisation, nous avons également

décidé de choisir un certain nombre de priorités spécifiques et de concentrer notre implication à long terme sur celles-ci. Nous avons opté pour intervenir prioritairement sur les fronts du travail, de la communauté, ainsi que de l'immigration et du racisme. Cette décision a représenté un pari puisque rares sont les membres de la NEF AC qui avaient une expérience réelle de l'un ou l'autre de ces fronts de lutte. Néanmoins, nous les avons choisis parce que nous croyons que ce sont ceux où un pouvoir social et une culture de résistance peuvent croître, de même qu'en raison de leur importance stratégique dans une perspective révolutionnaire.

Le front du travail va de soi pour une organisation qui parle toujours de lutte de classes et prétend être enracinée dans la tradition communiste libertaire. Pour nous, le lieu de travail demeure l'endroit où, fondamentalement, se manifeste l'exploitation comme il est l'endroit où devra commencer une transformation radicale de la société. C'est aussi là où les gens ordinaires disposent du plus grand potentiel de pouvoir.

Le front de la communauté était moins évident mais nous pensons que, si le travail est encore central, la communauté a pris une nouvelle importance depuis les années 1960 avec l'émergence des luttes urbaines. En tant que relation sociale, le capitalisme est un phénomène global qui a une incidence partout et, au fur et à mesure que la présente restructuration de l'économie se réalise (avec pour résultat l'atomisation des lieux de travail par la sous-traitance, le «travail autonome», etc.), la communauté a maintenant un potentiel aussi fort que le lieu de travail pour favoriser l'émergence d'une nouvelle conscience de classe. Le communisme libertaire a une longue et belle histoire d'implication dans les luttes communautaires et nous la continuons par notre présence dans des groupes anti-pauvreté, des associations de locataires, des comités de quartier, etc.

Enfin, étant donné les attaques actuelles contre les immigrantEs, l'histoire du racisme et l'impact de celui-ci sur la classe ouvrière de ce continent, nous avons également choisi de concentrer notre énergie sur les problèmes d'immigration et de racisme (qui sont aussi des problèmes ouvriers et communautaires).

La NEF AC avance qu'un programme révolutionnaire doit commencer avec les besoins et les revendications des personnes les plus opprimées et que les militantEs doivent lutter coude à coude avec celles-ci. C'est ce que nous tentons de faire. Et aussi surprenant que cela puisse paraître, nous avons tenu notre pari et réussi à réorienter l'activité des membres de notre organisation dans ces champs

d'action.

Nous pensons qu'une distinction doit être clairement faite entre une organisation politique spécifique et un mouvement social mais nous ne croyons pas que les deux soient totalement étrangers l'un à l'autre. Pour nous, «la pratique organisationnelle anarchiste est l'un des moments des luttes sociales, c'est une assemblée de militantEs sur la même longueur d'onde, un lieu de confrontation et de synthétisation d'idées et d'expériences sociales et politiques» (autre extrait de La question de l'organisation révolutionnaire anarchiste). Nous ne nous voyons donc pas comme des gens qui «colonisent» les mouvements sociaux mais plutôt comme des militantEs comme les autres, à la recherche de la meilleure stratégie pour que ces mouvements gagnent. C'est dans cet esprit que nous abordons notre travail en tant qu'organisation politique et c'est pourquoi nous disons que nous ne recherchons pas de positions de leadership formel pour nous-mêmes mais plutôt un leadership idéologique, ce qui signifie essentiellement que nous voulons débattre démocratiquement à l'intérieur des mouvements pour faire avancer nos points de vue (lesquels peuvent changer si nous perdons la bataille des idées et si la pratique prouve que nous avons tort).

À contre-courant

Être pratiquement à contre-courant de l'ensemble du mouvement anarchiste ne va pas sans mal. Nous avons avant tout recruté dans ce bassin et, sur une période d'à peu près trois ans, du moins aux États-Unis, notre membership aura progressé de façon constante. Par contre, cette source de recrutement s'est tarie —on en fait vite le tour— et une organisation qui se tourne désormais vers les mouvements syndicaux, communautaires ou issus de l'immigration n'offre plus tellement d'attraits pour de jeunes militantEs en voie de radicalisation (profil de beaucoup d'anarchistes). Ainsi, malgré une croissance récente au Québec et en Ontario (toujours essentiellement due au milieu anarchiste), notre membership global stagne depuis deux ans.

À partir du moment où nous avons adopté notre nouvelle «ligne» d'intervention, nous avons tenté beaucoup de choses

Photo Néonyme



et accumulé une bonne dose d'expérience. Globalement, nous avons appris à soutenir et quelques fois à initier des luttes sociales sans tomber dans les pièges opportunistes d'une certaine gauche politique. Bien sûr, nous avons commis des erreurs et quelques-unes de nos interventions sont encore «déconnectées» ou trop franchement propagandistes mais, règle générale, nous sommes aujourd'hui les bienvenus là où nous nous impliquons et nos contributions sont appréciées. Mieux encore, certainEs de nos camarades ont appris le b.a.ba du syndicalisme en fondant des syndicats sur leurs lieux de travail et en initiant des luttes «originales et exemplaires» (au sens où elles dépassent les méthodes habituelles du syndicalisme institutionnel).

Par contre, si nous avons gagné un certain respect, nous n'avons pas encore réussi à intéresser à l'anarchisme les gens que nous rejoignons. Le lien n'est pas toujours clair entre nos orientations combattives, nos analyses et cet anarchisme. Même que nous avons malheureusement tendance à fonctionner en vase clos, sans réussir à impliquer réellement les gens proches de nous. Notre jeunesse et notre manque d'expérience, tant individuelle que collective, expliquent peut-être que nous ayons été un peu repliés sur nous-mêmes. Sauf que ça ne peut pas durer à moins de chercher à tourner en rond.

Pour progresser, il faudra une seconde mutation volontaire de la NEF AC, semblable à celle entreprise lorsque nous avons convenu de priorités organisationnelles spécifiques. À cette époque, malgré nos dénégations, notre orientation stratégique était essentiellement dirigée vers le mouvement anarchiste. Il s'agissait pour nous de convaincre nos pairs de la nécessité de s'organiser et de créer un pôle communiste libertaire légitime dans notre mouvement, ce que nous avons fait avec un certain suc-

cès (comme l'illustre le nombre de nouveaux groupes qui se disent communistes libertaires ou anarcho-communistes en comparaison d'il y a cinq ans). Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une étrange position : s ans d'épendre complètement du reste du mouvement anarchiste, nous n'avons pas non plus assumé pleinement notre nouveau «public cible». Plus bêtement, nous sommes assis entre deux chaises.

On s'en va où ? Sortir du nid douillet

L'anarchisme nord-américain est d'une ampleur si insignifiante qu'il ne sert pas à grand chose d'y constituer un pôle communiste libertaire. À l'avenir, il faudrait plutôt réfléchir dans l'optique de créer un pôle anarchiste au sein des mouvements sociaux, un véritable front libertaire au cœur des luttes de classes. Ce qui implique de réinventer nos pratiques et nos interventions propagandistes. Actuellement, nous achevons une première phase d'accumulation d'expériences. Sans changer nos priorités d'intervention, il faudrait maintenant passer aussi à une accumulation de forces.

Un premier pas dans cette direction pourrait être de rejoindre toutes ces militantEs qui, au fil des ans, ont rompu les liens avec le soi-disant mouvement anarchiste au profit d'une implication plus profonde dans les mouvements sociaux. S'amalgamer avec ces vétéranEs pourrait être une première étape pour amener l'anarchisme social à devenir un pôle légitime de ces mouvements (sans qu'on puisse y voir un quelconque noyautage) et générer de nouvelles adhésions militantes à l'anarchisme. C'est-à-dire que le nombre de militantEs des mouvements sociaux se réclamant de l'anarchisme, et accessoirement de notre organisation, doit augmenter

pour en venir à avoir un poids réel sur la société. Pour ce faire, il faut que l'anarchisme —et notre organisation— ait quelque chose à offrir à ces gens. Ce quelque chose pourrait être un cadre d'analyse ainsi que des méthodes d'action et d'organisation. Ce qui signifie pour nous, entre autres, un changement déjà commencé dans notre appareil propagandiste. Par exemple, l'apparition de journaux de la NEFAC essentiellement composés de nouvelles et d'analyses socio-politiques représente un pas dans cette direction.

Populariser l'anarchisme dans les mouvements sociaux implique aussi de rendre cet anarchisme accessible au commun des mortels, donc de renforcer sa présence politique dans nos villes. Notre courant propre, le communisme libertaire, ne peut pas non plus se permettre de demeurer confidentiel (et nous ne devons pas compter sur le reste du milieu anarchiste pour le présenter adéquatement à la population). Malheureusement, notre implication plus profonde dans les mouvements sociaux s'étant traduite par des changements de priorités, nous avons été moins visibles sur la place publique que par le passé. Il y a un travail de propagande générique qui se fait trop peu. Ce défaut devrait disparaître au fur et à mesure que nous allons prendre de l'expérience et, espérons-le, de l'expansion.

Après tout, comment voulons-nous que les gens qui se radicalisent deviennent anarchistes si nous ne sommes pas présents politiquement en tant qu'anarchistes? Propager une ligne combative, sans perspectives stratégiques et sans expliquer notre projet de société, n'est pas suffisant (et c'est pourtant ce que fait trop souvent la NEFAC). Tôt ou tard, les gens se posent des questions d'ordre stratégique et politique. Si nous ne sommes pas capables d'offrir un minimum de réponses, ils iront voir ailleurs (chez les communistes autoritaires ou les réformistes dont les programmes ont le mérite d'être clairs).

Une autre voie de développement que nous explorons depuis peu devrait être approfondie. Pour consolider l'anarchisme dans notre classe, nous allons maintenant là où il n'est pratiquement jamais allé : dans les petites villes de notre région. Cette nouvelle orientation propagandiste permet de faire connaître

l'anarchisme là où il est faible ou inexistant. Pourrions-nous en faire plus de ce côté ?

À ses débuts, la NEFAC réclamait de ses membres un investissement considérable de temps et d'énergie car nous étions encore moins nombreux et tout était à construire. Maintenant, nous en sommes rendus à une étape où nous pouvons probablement dégager ce qu'il faut pour aider à la création et soutenir de nouveaux collectifs dans différentes régions, notamment en fournissant pas mal de propagande à peu de frais. Sauf que pour y arriver, il faudra faire les premiers pas.

La relation «normale» entre les anarchistes des grandes villes et ceux et celles des plus petites demeure trop souvent une voie à sens unique : ils et elles viennent dans les grands centres urbains pour les salons du livre, les manifs, les librairies locales, les conférences, les rassemblements, etc. mais, en retour, ne reçoivent pratiquement jamais de visite, même lorsqu'ils organisent des événements. Ce constat doit changer et les relations doivent devenir réciproques.

Des groupes de la NEFAC du Québec et du centre de l'Atlantique ont déjà commencé à attaquer ce problème : ils essaient de visiter aussi souvent que possible les camarades plus éloignés et organisent des tournées qui s'arrêtent dans les petites villes. Ces groupes espèrent ainsi contribuer à des relations plus égalitaires.

La NEFAC suscite déjà quelques adhésions en dehors des plus gros centres urbains de notre région. Que ce soit à Québec (ben oui, c'est plutôt petit), Ottawa, Petersborough, York, Worshester ou, plus récemment, Saint-Georges et Sherbrooke, notre fédération commence à s'implanter en dehors des «grandes villes». Mais ces débuts demeurent chambranlants et quand nous n'arrivons pas à effectuer les suivis avec eux, les groupes tombent et les gens quittent sur la pointe des pieds (deux cas récents à Ottawa et Worshester). Il faudrait donc épauler plus concrètement les camarades. Malheureusement, en dehors des participations communes aux grandes mobilisations et des contributions à nos publications, une grande lacune de la NEFAC reste son incapacité à générer des campagnes d'agitation et d'autres projets communs.

L'expérience a montré que nos structures régionales, où les camarades sont capables de se rencontrer plus souvent et de bâtir ensemble des campagnes et des projets autour d'enjeux locaux, sont très utiles pour mettre de la vie dans l'organisation et faire grandir la confiance et la solidarité. Les camarades du Québec et du centre de l'Atlantique ont déjà des unions régionales



Photo Hélène Nazon

Ashanti Alston, un ancien Black Panther, lors d'une conférence organisée par la NEFAC et le Collectif Reclus-Malatesta à Joliette.

se rencontrant régulièrement et nous espérons qu'à force d'avancer, nous arriverons à mettre sur pied des structures similaires en Ontario et en Nouvelle-Angleterre. Ce serait probablement l'idéal pour permettre aux gens en dehors de nos grandes villes de s'impliquer dans la NEFAC et le mouvement anarchiste.

Un bilan en date. Révélation choc ! La NEFAC n'est qu'un réseau...

La NEFAC est ambiguë au niveau organisationnel. Au début, comme nous partions de rien et n'avions pas l'expérience de ce genre d'entreprise, nous avons eu tendance à avoir une approche plutôt mécanique de l'organisation. Notre compréhension de celle-ci était vraiment plus théorique que pratique comme le montre l'adoption d'une constitution modelée sur un document français conçu pour des centaines de membres plutôt que d'en produire une nous-mêmes.

Il reste que malgré nos prétentions plateformistes et notre belle constitution, nous sommes bien plus un réseau qu'une fédération ou une organisation comme pouvait l'être Love & Rage avec ses sections locales et tout le reste. Cela a pour avantage que nos groupes de bases (i.e. les collectifs) demeurent réellement autonomes et sont –ou en tout cas peuvent être– en contact constant avec tous les autres groupes, sans devoir passer par un filtre central. Là-dessus, la naissance de la NEFAC à l'ère d'Internet plutôt qu'à celle de la poste y est sans doute pour quelque chose. Mais reconnaissons du moins que nous avons réussi le tour de force de créer une organisation à la fois très décentralisée et très unitaire.

Toutefois, il y a vraiment des incongruités. Par exemple, nous avons été incapables de créer des structures centrales comportant des postes élus et contrôlées par l'ensemble des membres. Et comme il n'existe aucune structure de ce type, toutes les tâches, même les tâches politiques comme l'édition de nos publications, sont données en mandat à des groupes locaux autonomes. La plupart du temps, cette situation n'apporte pas de problèmes importants. Mais il y a tout de même deux types de complications : d'une part, il est à toute fin pratique impossible pour la fédération de déceler un problème avant qu'une crise n'éclate et, d'autre part, les gens qui ont des mandats ont tendance à percevoir les projets dont ils ont la charge comme leurs bébés alors que le reste de l'organisation se sent mis de côté (ce fut plus ou

moins le cas pour tous nos projets de propagande : site web, Northeastern Anarchist, Ruptures, Barricada, Strike! et Cause Commune). L'un de nos prochains défis sera d'augmenter la transparence et la participation de toutes, tout en conservant notre efficacité.

Il faut aussi reconnaître que la NEFAC va bien seulement lorsque les membres –et les collectifs– vont bien. Périodiquement, nous éprouvons des problèmes de responsabilité collective à tous les niveaux. Comme nous n'avons personne en charge de coordonner l'ensemble de la fédération, il est difficile de voir au bon déroulement des mandats (même si ce point s'améliore). S'ajoute à cela une allergie collective aux questions d'argent. Évidemment, nous avons une trésorerie et nous sommes toutes sensées payer des cotisations (un tabou qui a été surmonté) mais le bon fonctionnement de l'organisation, pour cet aspect comme pour beaucoup d'autres, dépend de la bonne volonté et de l'auto-discipline de tout le monde. Si la bonne volonté est presque toujours au rendez-vous, l'auto-discipline manque parfois à l'appel... Nous ne sommes pas les seuls à éprouver ce genre de problème mais, à la longue, ça peut devenir ridicule.

Encore une fois, l'existence même de la NEFAC est un acquis organisationnel. Le mode réseau, même s'il détonne avec ce que peut sous-entendre notre discours, n'est pas nécessairement négatif. En tout cas, force est de constater que ça marche. Avec le temps, nous avons fait évoluer nos pratiques et développé nos outils organisationnels. De toute façon, la NEFAC étant une association volontaire, son fonctionnement dépend avant tout du simple engagement de ses membres. Mais il y a tout de même quelques petits trucs que nous pourrions corriger.

L'un d'eux est d'abord une question d'attitude. Souvent, les gens parlent beaucoup (ou plutôt «tchattent») et adoptent un discours assez dur mais, concrètement, font peu de choses au quotidien. Ainsi, le travail se réalise dans l'urgence, par «à coup», à l'image de la culture activiste. Il serait profitable d'instaurer une routine organisationnelle permettant d'intégrer nos tâches politiques à notre quotidien. Entendons par là de systématiser certaines de ces tâches comme la collecte des cotisations, le paiement des revues et journaux, la distribution de nos publications, l'organisation de réunions et d'événements, l'animation d'un réseau de sympathisantes, les prises de contact avec d'autres groupes, etc. Bref, si on arrivait à se prendre un peu plus au sérieux, ça ne ferait pas de tort...

Par ailleurs, au niveau de l'unité théorique et tactique, disons d'abord que les acquis sont nombreux. L'existence de la NEFAC et la vision de l'organisation révolutionnaire qu'elle véhicule en font partie. Notre orientation stratégique sur trois fronts de lutte aussi. Et lorsque nous aurons finalement adopté notre position politique sur le travail, une étape supplémentaire aura été franchie dans ce sens.

Néanmoins, il faut noter qu'une ambiguïté reste à clarifier : est-ce que les interventions sur les différents fronts de lutte doivent passer par la création de nouvelles organisations de masse radicales qui contamineraient «de l'extérieur» les mouvements sociaux ou bien par l'implication directe au sein d'organisations de masse déjà existantes dans le but de les radicaliser ? Jusqu'ici nos expériences ne permettent pas de conclure sur cette question, ni même d'affirmer qu'une stratégie exclut l'autre. Mais il faut reconnaître qu'il y a une ambiguïté.

Ceci dit, pour conclure, soulignons que nous n'avons pas peur de l'ambiguïté. Nous sommes des anarchistes et non des marxistes-léninistes; nous n'avons pas de dirigeants, pas de modèles théoriques établis et pas de «ligne juste» vers lesquels nous tourner. De plus, notre organisation est une organisation humaine : chemin faisant, nous apprenons. Plusieurs avancent actuellement sur le même chemin que nous et les questions avec lesquelles nous nous débattons sont les mêmes qui se posent à des anarchistes de partout dans le monde. Qu'il se nomme esepfista ou plateformiste, notre courant prend corps un peu partout. La NEFAC n'a pas toutes les réponses, pas plus qu'elle ne dispose de la stratégie parfaite. Mais nous demeurons toujours en développement et en apprentissage.

Personne ne sait exactement comment une minorité politique peut devenir une force radicalisante dans les luttes ouvrières et populaires tout en développant la démocratie et la redevabilité; comment atteindre des victoires à court terme sans perdre de vue un cadre révolutionnaire; comment construire des organisations et des mouvements réellement internationaux et multilingues; comment élaborer des stratégies pour favoriser l'émergence d'une culture de résistance et d'un pouvoir populaire, etc. Personne ne sait tout ça mais tout le monde a son idée... Qui veut partager son bout ?

Nicolas Phébus
Collectif anarchiste La Nuit

(Une version anglaise de ce texte a été publiée dans le *Northeastern Anarchist*)

THE TAKE

OCCUPY. RESIST. PRODUCE.



Critique du film «La Prise»

2004 Naomi Klein et Avi Lewis

Les deux superstars auto-proclamées de la gauche canadienne, Naomi Klein et Avi Lewis, viennent de sortir un nouveau film: *La Prise* (*The Take* en version originale). Dernier-né du genre documentaire gauchiste à la Michael Moore, *La Prise* porte sur la lutte des travailleurs et travailleuses en Argentine qui occupent et se réapproprient les usines dans lesquelles ils et elles travaillaient avant de se faire renvoyer lors de la crise économique qui a balayé le pays il y a quelques années. Le film porte une attention particulière à la lutte des travailleurs-euses de l'usine de pièces mécaniques Forza San Matin, plus particulièrement sur l'un des travailleurs de cette usine et sa famille.

Avec un gros «fire the boss» («congé-diez le patron») sur la pochette, c'est dur de passer à côté de ce film. À vrai dire, il est rafraîchissant de voir un slogan de lutte de classes quand tu te promènes dans ton club vidéo!

Comme dans toute bonne critique, il y a la fleur et le pot. Malheureusement, *La Prise* est selon moi une petite fleur dans un gros pot. Le film m'a laissé sur ma faim et m'a déçu sur plusieurs plans. Cependant, il y a bel et bien une fleur. Commençons donc avec les bonnes nouvelles.

L'un des aspects positifs du film est sans doute les différentes scènes qui montrent la solidarité ouvrière. Celle-ci s'exprime de plusieurs manières. On en voit un exemple intéressant à travers la scène où des centaines de personnes se présentent en face de l'atelier de fabrication de vêtements Brukman le matin même où les poli-

ciers reprennent l'atelier. Plusieurs scènes du film démontrent que la solidarité ouvrière est belle et bien vivante en Argentine et que les travailleurs et travailleuses sont prêts à se battre pour conserver les acquis de leur lutte. Ce combat est soutenu par des centaines de manifestantEs qui appuient les réappropriations ouvrières. C'est très rafraîchissant de voir une telle solidarité présentée dans un film plutôt «mainstream».

Le film en général est plutôt accessible et peut plaire à un peu tout le monde. On peut dire qu'un film comme *La Prise* peut permettre d'informer et de conscientiser un grand public. C'est ce que des films comme *Bowling for Columbine*, *Fahrenheit 911* et *La Corporation* ont de positif. Selon moi, il n'y rien de mal à vouloir faire des films gauchistes «grand public», au contraire. Il est même souhaitable de voir plus de films et de documentaires grand public avec une analyse de classe anti-capitaliste. Cependant, le traitement de ce genre de films est souvent axé sur les histoires personnelles plutôt mélodramatiques et un sentimentalisme qui colle un peu mal à la réalité au jour le jour de la classe ouvrière. Dans *La Prise*, les histoires personnelles sont touchantes et en général pas trop mélodramatiques. Le film montre quand même des gens «ordinaires» qui luttent pour reprendre le contrôle sur leurs vies contre les patrons et l'État. Cependant, le film comporte plu-

sieurs éléments sensationnalistes qui détournent souvent l'attention de la lutte des travailleurs et travailleuses pour se diriger vers des sous-thèmes souvent mal traités.

Comme vous pouvez vous en douter, c'est maintenant le temps du pot. Le point le plus négatif de

Ce qu'ils appellent la nouvelle économie, occupation et réappropriation d'usine, gestion démocratique et horizontale, est en fait une des bases même des principes socialistes libertaires, principes prônés et appliqués depuis près de deux siècles.

La Prise est le ton souvent condescendant et prétentieux, d'entre autres, que le manque d'analyse des producteurs. Klein et Lewis, étant des supers stars et porte-paroles auto-déclarés du soi-disant mouvement altermondialiste, expliquent l'inspiration du film en disant enfin avoir trouvé quoi répondre à ceux et celles qui trouvent que la gauche fait juste chialer et manifester, sans jamais rien proposer. Comme si les différentes tendances de la gauche n'avaient jamais su quoi répondre quand

on leur demandait des alternatives au capitalisme. De plus, ils affirment que le cas de l'Argentine est une première, car selon eux, c'est la première fois dans l'histoire que des travailleurs et travailleuses socialisent des usines sans que cela soit imposé par un État socialiste comme en URSS ou à Cuba. C'est vraiment un manque flagrant de perspective historique. Avant que les bolcheviks ne prennent le contrôle de l'État en Russie, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui ont fait avancer la révolution en se réappropriant les usines et en formant des conseils ouvriers. Les cas s'appliquent

aussi à grande échelle lors de la révolution espagnole et à petite échelle partout dans le monde, incluant ici au Québec. Le cas de l'Argentine est assez unique sous plusieurs aspects, mais ce n'est pas la première fois que les travailleurs et travailleuses se réapproprient leurs lieux de travail et les dirigent démocratiquement. Ce qu'ils appellent la nouvelle économie, occupation et réappropriation d'usine, gestion démocratique et horizontale, est en fait une des bases même des principes socialistes libertaires, principes prônés et appliqués depuis près de deux siècles. On ne réinvente pas la roue quand même, l'autogestion ouvrière n'a pas été inventée en Argentine au 21^{ème} siècle.

Contre cette « nouvelle » économie qui émerge en Argentine, Klein et Lewis nous présentent aussi les ennemis de ce mouvement : les patrons et les politiciens. Durant le film, certaines scènes mettent l'emphase sur la campagne électorale et la réélection (et plus tard la démission) de Menem, le principal responsable de l'imposition des politiques néo-libérales du Fond Monétaire Internationale (FMI) en Argentine. Même si je crois qu'il est important de dénoncer et d'analyser les politiques néo-libérales et l'arène politique en Argentine, le problème est que le documentaire le fait sans analyse claire. On nous présente le FMI et les politiques néo-libérales comme la source du problème, mais sans faire une analyse des problèmes présents avant la venue de ce modèle. Le film semble prétendre indirectement que le capitalisme populiste péroniste, avec ses programmes sociaux et ses politiques d'emplois, était une bien meilleure période pour la classe ouvrière. Bien sûr, les travailleurs et travailleuses avaient effectivement plus d'emplois et de meilleures conditions avant la crise des dernières années, mais l'ère péroniste était loin d'être un paradis ouvrier. Contrôle des syndicats par les bureaucrates de Parti, sabotage des groupes sociaux et radicaux, bénéfices répartis de manière partisans, etc., la liste des problèmes pourrait être longue. Le film montre quand même la ferveur anti-électorale et anti-parti, mais en même temps met un peu trop d'emphase sur la campagne électorale, une énergie qui aurait été mieux utilisée à montrer davantage les réappropriations d'usines et les mouvements sociaux selon moi.

Un autre aspect très irritant du film est la flagrante autopromotion de Klein et Lewis. On les voit partout : dans les assemblées, dans les manifs, consolant un ouvrier sans-emploi, dans les fêtes de célébrations, etc. Personnellement, j'en ai rien à foutre de Klein et Lewis. Le film est sur les réappropriations d'usine en Argentine,

par sur les supers stars du mouvement altermondialiste. Le film me semble déjà un peu long et avec un certain manque de focus. Rajoutez à ça l'autopromotion et c'est ce qui fait que le film n'est pas aussi bon qu'il aurait pu être. Cette critique de film aurait pu être plus longue, mais je me suis dit que chaque personne peut faire sa propre analyse. Pour ceux et celles qui ne connaissent pas grand chose sur la lutte en Argentine, je vous suggère de faire un peu de lecture et de recherche pour combler le manque d'information et d'analyse du film.

La Prise, même avec un message faible et un manque d'analyse flagrant, reste malgré tout un film à voir. Définitivement un film à conseiller à ses amiEs, membres de la famille et camarades au travail pas trop politiséEs, mais sans oublier d'initier une

conversation sur le sujet après le visionnement. Le film nous montre quand même que des gens « ordinaires » peuvent se réapproprier leurs lieux de travail et que ce ne sont pas juste des fantasmes de gauchiste. On peut souhaiter que de plus en plus de films à grand public vont aider à inspirer la classe ouvrière à se battre contre les patrons et l'État, tout en souhaitant que le contenu et l'analyse des documentaires et des films de ce genre s'améliorent. À quand le retour en force des cinéastes anarchistes?

Ben

La Prise, 2004, 87 min.
<http://www.nfb.ca/thetake>

L'INSOUMISE

Librairie Anarchiste

2033, St- Laurent, Montréal

Livres, revues, brochures et journaux

En français-english-español-italiano

Lutte des classes

Anarchisme

Féminisme

Écologie

Etc.



Ito Noe

Horaire

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

Cinquième partie: les années '40

Comme ce fut le cas un peu partout à travers le monde, la deuxième guerre mondiale a considérablement ralenti le développement des idées anarchistes au Québec. Les liens entre l'Europe et l'Amérique du Nord sont pratiquement coupés pendant toute la durée du conflit. Au Québec, on assiste à un retour au conservatisme. Après avoir perdu le pouvoir en 1939, l'Union Nationale remporte la victoire aux élections de 1944. Le chef du parti, Maurice Duplessis, dirige les destinées de la province jusqu'en 1959, l'année de sa mort. Sous son «règne», les libertés fondamentales sont constamment violées, avec la bénédiction du clergé catholique, sous fond de maccarthysme. Dans une lettre à l'anarchiste français Émile Armand, Paul Faure décrit en ces termes le climat politique auquel les «réfractaires» (libertaires compris) font face pendant la «Grande Noirceur» : «Depuis plus de 40 ans que je suis dans ce pays, je constate que le mouvement des idées n'a jamais été aussi bas. Mais par contre, la réaction ne s'est jamais manifestée avec autant de vigueur (...), la chasse aux «rouges» va se déchaîner en hystérie. La situation [est] tragique». Malgré ce climat répressif, l'après-guerre sera marquée par le développement d'un groupe fortement inspiré par les idées libertaires : les automatistes. Réunis autour du peintre Paul-Émile Borduas, une quinzaine de jeunes artistes n'hésiteront pas à confronter le lourd climat clérical et fascisant qui marque cette période plutôt «sombre» de l'histoire québécoise.

Automatisme : genèse et développement

Si le mouvement automatiste prend véritablement son essor à partir de 1947, il faut remonter quelques années plus tôt pour en trouver la genèse. Paul-Émile Borduas est alors professeur à l'École du meuble, une institution d'enseignement publique chargée de former les artisans. Il y développe une pédagogie audacieuse, qui vise ni plus, ni moins à saper les fondements du conservatisme largement répandu dans les milieux institutionnels et artistiques québécois. C'est à l'occasion d'une exposition à Montréal qu'il rencontre



un jeune étudiant de l'École des Beaux-Arts plein de talent, Pierre Gauvreau. Gauvreau lui présente rapidement plusieurs de ses amis qui remettent en cause l'enseignement transmis par l'École des Beaux-Arts: Fernand Ledu c, Françoise Sullivan et les soeurs Renaud. Dans les mois qui suivent, Borduas fait la connaissance du frère de Pierre, Claude Gauvreau, à l'occasion d'une exposition de toiles «surréalistes» à Montréal. Cette même année, Borduas suit les travaux de Marcel Barbeau et de Jean-Paul Riopelle, tous deux étudiants à l'École du Meuble. Dès la fin de l'année 1942, un groupe commence à prendre forme autour de Borduas et fréquente assidûment son atelier. Ils seront peu à peu rejoints par Magdeleine Arbour, Marcel Barbeau, Bruno Cormier, Muriel Guilbault, Marcelle Ferron, Maurice Perron, Jean-Paul Mousseau et Françoise Riopelle. Des femmes, des hommes, pour la plupart assez jeunes. Des rebelles qui vont bientôt faire parler d'elles/d'eux.

Le groupe en devenir est largement influencé par les thèses surréalistes, tout particulièrement celles d'André Breton. Quel est cet esprit? «le surréalisme n'accepte l'oeuvre d'art qu'en autant qu'elle

serve l'entreprise surréaliste de dénigrement du monde bourgeois, de dénonciation de ses valeurs (travail, famille, patrie) et de brouillage de ses catégories (haut/bas, raison/sentiment, bien/mal...)». Les automatistes combattent aussi «l'académisme», c'est-à-dire les formes d'expression artistique figées qui se butent à reproduire le plus fidèlement possible la réalité extérieure ou des recettes artistiques toutes faites, qui ne laissent place à aucune créativité ou spontanéité. L'automatisme «surréaliste» procède au contraire à l'exploration du sensible, du senti, des désirs, de l'imaginaire. Pour les automatistes, «les matériaux de l'acte créateur sont fournis exclusivement par le libre jeu de l'inconscient, mais il a lieu dans un état particulier d'émotion, d'inspiration pourrait-on dire et dans certains cas à mesure que l'oeuvre d'art se compose l'autocritique suit le geste intuitif, inconscient, qui fournit la matière à l'oeuvre et juge cette matière au fur et à mesure qu'elle apparaît. L'autocritique ne précède pas le geste, mais le suit» (Gauvreau, p. 126). Loin de simplement imiter les thèses surréalistes ou de se limiter à contresigner leurs déclarations, les automatistes définiront eux-mêmes/elles-

mêmes les contours de leur engagement social, politique et culturel, en prise directe avec la société québécoise. Néanmoins, les débats qui ont lieu en Europe auront un impact sur les décisions prises ici.

Du politique

Tout comme les surréalistes français, le groupe automatiste développe des liens avec différents courants politiques révolutionnaires. Leur soif de se libérer du carcan qui leur est imposé pousse le groupe à chercher des «alliés» dans la société québécoise. Un premier rapprochement s'effectue avec certains membres du Parti communiste (qui porte alors le nom de Parti ouvrier progressiste): «Nous avons des réunions régulières avec les chefs d'un parti ouvrier (dont Pierre Gélinas autrefois du Jour). Séances de films chez Borduas, collaboration au journal du parti, revue en perspective en février, exposition, location d'un local pour centre de la culture, etc. Mais il nous manque du temps pour peindre» écrit Fernand Leduc (Gagnon, p. 298). Les films en question sont tournés en Union Soviétique (et donc complètement interdit en salle au Québec). Alors que quelques membres du groupe souhaitent approfondir les liens avec le Parti communiste, d'autres sont plus réticents. C'est notamment le cas de Paul-Émile Borduas :

«Dans des notes personnelles prises en vue d'une entrevue au journal communiste québécois *Combat*, Borduas s'exprime en ces termes: «le marxisme nous a donné une explication rationnelle des mouvements de l'histoire». Il rejette la conception chrétienne d'une âme immortelle, pouvant vivre «sans corps». Mais il ajoute du même souffle «l'erreur des marxistes est qu'en supprimant l'âme, ils oublièrent aussi, dans l'enthousiasme, l'importance passionnelle [entendez l'importance de la passion]. L'homme sans corps (matière immatérielle) est inconcevable. La vie sans passion est inconcevable». (Gagnon, p. 305).

D'après Borduas, «la lutte des classes, qui doit de toute nécessité tenir compte des conditions économiques pour les transformer, est inconcevable sans la passion d'une plus grande liberté, sans la possibilité d'un espoir d'amélioration pour la classe opprimée». (Borduas, p.263)

Claude Gauvreau rapporte également cette anecdote : «Au cours d'une des réunions à caractère social, je me rappelle clairement d'une intervention de Borduas auprès d'un communiste tout ce qu'il y a de plus orthodoxe : «Peut-être ne vous rendez-vous pas compte que vous êtes trop à droite pour nous?» (Gauvreau, p.52)

À la même période, Jean-Paul Riopelle se rend en France. Il arrive au beau milieu d'une controverse qui déchire le mouvement surréaliste. Deux tendances s'affrontent, l'une soutenant le Parti communiste, l'autre s'en détachant à partir d'une critique révolutionnaire. Fernand Leduc participe à Paris à quelques rencontres d'un groupe «surréaliste révolutionnaire» pro-PCF s'opposant à Breton. Leduc se méfie des visées orthodoxes et conformistes de ce nouveau groupe. Après deux rencontres, il décide de ne plus participer au groupe en question.

De l'autre côté du spectre surréaliste, on retrouve le groupe Cause, anti-PCF et pro-Breton. C'est à ce collectif qu'on doit le manifeste «Rupture inaugurale», auquel Riopelle participe à la préparation avant de le signer. «Rupture inaugurale consacre la rupture des relations entre le Parti communiste et les surréalistes.» (Gagnon, p. 358). C'est un ami de Riopelle, Henri Pastoreau, qui en est l'auteur. En voici un extrait :

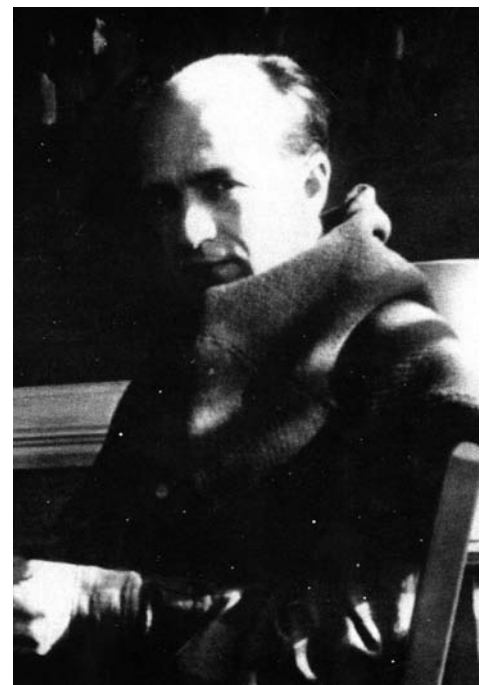
«Nous répétons ici que le Parti Communiste, en adoptant – pour les besoins mal conçus d'une lutte qu'il n'est plus désormais qualifié pour mener à bon terme – les méthodes et les armes de la bourgeoisie, commet une erreur fatale et non rattachable, erreur qui non seulement compromet chaque jour davantage les conquêtes de la classe ouvrière et diffère indéfiniment l'heure de la victoire décisive, mais fait éclater encore la complicité flagrante de ce Parti communiste avec ceux qu'il appelait, hier, ses ennemis de classe. Des procès de Moscou jusqu'au sabotage, en Espagne, de la guerre civile au profit de la bourgeoisie d'abord, du fascisme ensuite, la filiation est logique que prolongent les développements plus récents de la politique communiste» (Gagnon, p. 359)

André Breton apporte sa caution à ce réquisitoire anti-stalinien : «Dans Rupture Inaugurale, mes amis et moi avons refusé de nous laisser enserrer dans le faux dilemme de l'inefficacité ou de la compromission. Plus que jamais je crois à la

nécessité de la transformation du monde dans le sens du rationnel (ou plus exactement du surrationnel) et du juste. Qu'un parti politique prétende monopoliser l'entreprise de cette transformation, ce n'est pas pour cela que j'accepterai de m'insérer dans son ordre idéologique qui se désagrège et d'en passer par ses moyens qui me répugnent. Je veux continuer à voir l'avenir de l'homme en clair et non dans la gigantesque ombre portée par cette casquette de baigneur» (cité par Gagnon, p. 362),

Ce manifeste a une influence importante sur les automatistes, tant et si bien que certains pensent à le signer purement et simplement pour marquer la fin du rapprochement avec les communistes québécois. Riopelle, qui a contresigné «Rupture inaugurale», entre dans une polémique acerbe avec Pierre Gélinas, intellectuel attaché au Parti communiste. Dans une lettre qu'il fait parvenir au journal *Combat* le 15 décembre 1947, Riopelle écrit :

«Si je désapprouve les communistes, c'est que dans leur révolution, ils portent le moins possible atteinte à la morale actuelle, laquelle morale, tant qu'elle ne sera pas foulée aux pieds, restera le principal handicap à la libération totale de l'homme; je ne veux pas, dans ces lignes, faire le procès du communisme pour déterminer ses faiblesses, savoir si elles proviennent de l'application ou de la doctrine elle-



Paul-Émile Borduas
(photo d'Alex Primeau)

même; il reste que je considère Marx et Engels comme les esprits les plus lucides de leur époque, même s'ils sont jusqu'à un certain point responsable de la dégénérescence actuelle du communisme; le monde, depuis, n'a pas fait un pas en avant dans la réalisation de la libération de l'homme, car l'obstacle qu'est la morale chrétienne n'a pas cédé; mais la puissance d'attaque est de beaucoup supérieure à ce qu'elle était à cette époque, grâce à la connaissance que nous ont apportée sur l'homme Freud, Breton, Mabille qui, pour aller vers demain, ne sont pas partis d'hier, mais d'aujourd'hui». (Riopelle, cité par Gagnon, p. 418-419).

Malgré ce qu'en pensent les communistes, qui jugent maintenant les automatistes comme de simples «révoltés de la toile», Riopelle défend avec vigueur la portée révolutionnaire de ses œuvres. La révolution, pour Riopelle comme pour Borduas et Claude Gauvreau, doit toucher la totalité de l'expérience humaine au monde, y compris sa sensibilité et sa morale, pour espérer accoucher d'une nouvelle civilisation en mesure de répondre à leurs désirs de liberté. Une fois la rupture avec le Parti communiste consommée, c'est du côté des idées anarchistes que le groupe automatiste, à l'instar des surréalistes français, trouvera des affinités avec sa démarche.



Alex Primeau

La rencontre avec l'anarchisme

Divers indices nous laissent croire que les automatistes (du moins certains membres du groupe) ont peu à peu développé des affinités avec la pensée anarchiste. Ainsi, lors d'un passage à Paris, le peintre et sculpteur Jean-Paul Mousseau se rend dans une librairie anarchiste pour se procurer des ouvrages introuvables au Québec: «Nous lisions aussi (...) Bakounine (ou Pierre Kropotkine?), un anarchiste russe dont les positions nous semblaient très voisines des nôtres» (Gagnon, p. 429).

Mais c'est Claude Gauvreau qui nous permet de mieux comprendre l'évolution de la pensée politique du groupe. Dans un texte intitulé «L'épopée automatiste vue par un cyclope», Claude Gauvreau fait état des liens successifs entre le mouvement automatiste et les différents courants de pensée révolutionnaires. On comprend mieux comment s'est établie la relation avec le marxisme, puis avec l'anarchisme:

«Les assaillants de toutes espèces tentaient évidemment de réduire notre élan aux dimensions de leur façon de penser. Ce n'est pas d'hier qu'on a cherché à nous utiliser. Il y eut toujours des adeptes de la révolution politique autour de nous: ce furent tour à tour des stalinien, des trotskystes... et ce furent enfin des anarchistes quand Muriel entra en contact avec Alex Primeau, qui était alors chauffeur de taxi. Nous avons toujours été cependant soucieux de maintenir dégagée de toute servitude notre part du trésor poétique qui pouvait contribuer éventuellement au renouvellement absolu des sources émotives universelles. (...)» Et Gauvreau d'ajouter: «De tous ces courants de pensée économico-sociaux, c'est sans doute l'anarchisme qui m'apparut à moi le plus respirable. (...)» (Gauvreau, p. 52).

Qui est donc Alex Primeau? Alex Primeau est un jeune photographe qui correspond depuis le printemps 1947 avec l'anarchiste Émile Armand, l'éditeur de la revue «l'En dehors». Dans sa première lettre, Primeau écrit: «je suis intéressé au plus haut point à la philosophie exprimée dans cette merveilleuse revue. Votre antimilitarisme, votre anti-autoritarisme qui inclut l'anti-parlementarisme et toutes les idées émises dans cette revue intéressent au

plus haut point mes légitimes aspirations à la culture humanitaire de l'anarchisme». Il est également abonné à quelques publications anarchistes et ultra-gauche françaises, dont «Le Libertaire», «L'Étincelle» et «L'Internationaliste», qu'il tente de diffuser au Québec. Avant de contacter Armand, Primeau a d'abord rencontré Paul Faure, l'un des principaux propagandistes des idées anarchistes pendant l'entre-deux guerres. Informé par Armand qu'il existe d'autres abonnés de «l'En Dehors» au Québec, il part à leur rencontre. Sur la dizaine de noms qu'Armand lui fournit, seule une poignée d'individus semblent prêts à s'organiser. Un groupe prend forme. Dans une autre lettre datée de janvier 1949, Primeau est un peu plus précis sur les liens qui unissent son «petit groupe» à d'autres collectifs, notamment aux États-Unis. En plus d'un «groupe d'étude sociale de Boston», Primeau mentionne qu'il a des contacts réguliers avec les membres du journal «Resistance», publié à New-York, et auquel collaborent plusieurs anarchistes de renom comme Paul Goodman (1911-1972). Primeau poursuivra pendant quelques années sa correspondance avec Armand. Il accompagnera aussi les automatistes dans leur parcours.

«La transformation continue»

Les premiers signes tangibles du rapprochement entre le groupe automatiste et les idées anarchistes se trouvent dans le texte «La transformation continue», rédigé par Borduas au cours de l'hiver 1947-1948, au moment même où Riopelle polémique avec les communistes: «Au sein du groupe un puissant besoin d'action, une grande inquiétude; faire le point s'impose. Il faut détruire les malentendus, ordonner dans l'unité les éléments contradictoires». Selon Gagnon et plusieurs autres, «La transformation continue» constitue le «premier jet» de ce qui allait devenir le manifeste du groupe automatiste: «Refus Global». (Gagnon, p. 421) En effet, certains thèmes y sont d'abord développés, notamment celui du désir de liberté associé à l'anarchie.

Dans «La transformation continue», Borduas définit d'entrée de jeu les contours de son projet de libération en le plaçant sur le terrain collectif: «il ne saurait y avoir de liberté pour un seul» (Borduas, p.156). Notre liberté et celle d'autrui sont irrémédiablement liées dans un nouveau projet de société: l'anarchie.

Borduas écrit:
«l'orientation des désirs individuels,

des désirs collectifs peut s'exprimer par l'espoir d'une parfaite liberté. Liberté de réaliser pleinement sa vie sensible, sa vie morale. Réalisation complète de l'homme dans la collectivité. Liberté de réaliser l'avènement humain. À l'occident de l'histoire se dresse l'anarchie, comme la seule forme sociale ouverte à la multitude des possibilités des réalisations individuelles. Nous croyons la conscience sociale susceptible pour qu'un jour l'homme puisse se gouverner sans police, sans gouvernement. Les services d'utilité publique devant suffire. Nous croyons la conscience sociale susceptible d'un développement suffisant pour qu'un jour l'homme puisse se gouverner dans l'ordre le plus spontané, le plus imprévu.» (Borduas, p. 157)

Malheureusement, nous explique Borduas, on ne peut espérer obtenir ce changement dans l'ordre social par enchantement. Il faudra lutter contre les cadres rigides de la société, au premier rang l'autorité de la morale chrétienne, de l'État et du Capital sur nos vies. C'est à l'issue de cette lutte contre que pourra s'épanouir l'anarchie:

«[sa] réalisation est continuellement retardée par les forces qui s'y opposent. Forces de l'ignorance, volontairement imposées, forces de la craintes de perdre une parcelle d'un bien déjà périmé, forces que procure « l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme », forces d'oppositions centralisées dans relativement bien peu de mains. Toutes ces forces d'opposition à la marche en avant de la connaissance sensible de la foule, connaissance qui éclaire les objets de ses désirs, sont puissamment organisées dans les cadres actuels de la société. Ces cadres font l'impossible pour conserver chez les peuples, chez les individus, les espoirs anciens et les désirs périmés. Ils ne céderont ni leurs places ni leurs privilèges de gaieté de coeur . Privilèges et places qu'ils croient d'ailleurs mérités de toute éternité, ou par leur froide insensibilité. (...) Les cadres de la société tuent lentement la vie qu'ils exploitent. Ces cadres sont sans espoir . Ils seront brisés un jour dans une suprême tentative de délivrer les possibilités du lendemain. Ces cadres seront remplacés par d'autres qui céderont

jusqu'à ce que l'homme ait conquis sa liberté entière. Alors l'anarchie s'opposera à toute utilisation de la vie» (p. 157-158)

Les moyens proposés pour effectuer le passage de la société actuelle à la société anarchiste restent encore plutôt flous dans «La transformation continue». À l'intérieur du groupe automatiste, il y a des divergences entre les tenants de «l'évolution» et ceux de la «révolution». Le débat se poursuivra jusqu'à la publication de «Refus Global»

«Refus Global»

Le 9 août 1948, le manifeste «Refus Global» est lancé à la Librairie Tranquille, située au 67, rue Ste-Catherine O. à Montréal. Tiré à 400 exemplaires, le recueil se vend plutôt bien. Son impact sera sans commune mesure avec le faible nombre de copies publiées.

«Refus Global» s'inscrit en droite ligne avec «La transformation continue», tant au plan des idées que du style choisi. Mais il est plus méticuleux, plus «punché» que le texte qui l'a précédé. Dans la première partie du manifeste automatiste, Borduas décrit la prise de conscience individuelle, puis collective, qui mène à la révolte contre la domination, tout particulièrement celle exercée par le clergé catholique. Ce processus de libération s'étend sur deux siècles et s'inscrit dans la continuité des luttes menées ailleurs dans le monde contre l'oppression. Borduas cite les révolutions françaises, la révolution russe, la révolution espagnole : «les splendides révolutions aux seins regorgeant de sève sont écrasées à mort après un court moment d'espoir délirant, dans le glissement à peine interrompu de l'irréversible descente» (p. 69). Il dénonce la complicité des riches et des puissants dans la répression de ces révoltes populaires et proclame la destruction prochaine de cette civilisation chrétienne qui écrase toutes les tentatives de vivre librement.

« Les événements déferleront sur les voraces, les repus, les luxueux, les calmes, les aveugles, les sourds. Ils seront culbutés sans merci (...). D'ici là notre devoir est simple. Rompre définitivement avec toutes les habitudes de la société, se désolidariser de son esprit utilitaire. Refus d'être sciemment au-dessous de nos possibilités psychiques et physiques. Refus de fermer les yeux sur les vices, les duperies perpétrées sous le couvert du

savoir, du service rendu, de la reconnaissance due. Refus d'un cantonnement dans la seule bourgeoisie plastique, place fortifiée mais trop facile d'évitement. Refus de se taire, - faites de nous ce qui vous plaira mais vous devrez nous entendre- refus de la gloire, des honneurs (le premier consenti) : stigmates de la nuisance, de l'inconscience, de la servilité. Refus de toute intention, arme néfaste de raison,. À bas toutes deux, au second rang. (...) Nos passions façonnent spontanément, imprévisiblement, nécessairement, le futur».

Après avoir pourfendu la morale bourgeoise et chrétienne, Borduas règle « ses comptes » avec les stalinien avant d'amorcer la dernière partie de son texte, une conclusion à la fois poétique et politique où il déclare son incompatibilité avec les marchands d'art et de canons :

«Des gens aimables sourient au peu de succès monétaire de nos expositions collectives. Ils ont ainsi la charmante impression d'être les premiers à découvrir leur petite valeur marchande. Si nous tenons exposition sur exposition, ce n'est pas dans l'espoir naïf de faire fortune. Nous savons ceux qui possèdent aux antipodes d'où nous sommes. Ils ne sauraient impunément risquer ces contacts incendiaires. Dans le passé, des malentendus involontaires ont permis seuls de telles ventes. Nous croyons ce texte de nature à dissiper tous ceux de l'avenir.»

Puis vient la finale, qui est à la fois un appel à l'action et une ode à l'anarchie:

«Hier, nous étions seuls et indécis. Aujourd'hui un groupe existe aux ramifications profondes et courageuses; déjà elles débordent les frontières (...) Que ceux tentés par l'aventure se joignent à nous. Au terme imaginable, nous entrevoyons l'homme libéré de ses chaînes inutiles, réaliser dans l'ordre imprévu, nécessaire de la spontanéité, dans l'anarchie resplendissante, la plénitude de ses dons individuels. D'ici là, sans repos ni halte, en communauté de sentiment avec des assoiffés d'un mieux-être, sans crainte des longues échéances, dans l'encouragement ou la persécution, nous poursuivrons dans la

joie notre sauvage besoin de libération.»

Polémique et répression

Le 2 septembre, moins d'un mois après sa parution, Paul-Émile Borduas est suspendu de ses fonctions de professeur à l'École du meuble où il enseigne depuis 11 ans. C'est le gouvernement de Maurice Duplessis qui a exigé et obtenu son congédiement pour «conduite et écrits incompatibles avec la fonction d'un professeur dans une institution d'enseignement de la province de Québec».

Même si il s'attendait à des représailles de la part de l'État, Borduas est tout de même ébranlé par la nouvelle de son congédiement. Il n'est pas le seul à avoir flairé un dénouement fâcheux. Marcelle Ferron prévient même son frère qu'elle s'attend à faire de la prison! Le manifeste a eu l'effet d'une bombe dans le petit monde des idées au Québec. Plusieurs critiques ne manquent pas de noter les références explicites à l'anarchisme, mais aussi (et surtout) l'attaque contre la toute puissante Église catholique romaine. C'est en définitive pour ce motif que Borduas est licencié. C'est aussi pour cette raison que ses appuis se font rares et plutôt timides, même dans les milieux traditionnellement opposés au régime Duplessis. Malgré quelques vives protestations, Borduas doit se rendre à l'évidence : non seulement la décision du gouvernement est irrémédiable, mais le groupe automatiste est plus que jamais isolé au sein de la société.

D'autres membres du groupe prennent des positions courageuses. Le 31 janvier, une lettre de Pierre Gauvreau est publiée dans la presse montréalaise. Il dénonce la loi du cadenas qui interdit toute forme de propagande communiste, mais qui dans les fait permet d'attaquer tout réfractaire à la loi et l'ordre. C'est notamment le cas du militant anarchiste Paul Faure. Ce dernier reçoit ainsi deux visites de la police en huit mois. On lui confisque sa bibliothèque. Heureusement, il a eu la bonne idée d'en cacher la majeure partie! L'article de Gauvreau provoque une vive réaction du juge Robert Cliche, qui conspuie «l'esprit fasciste de la plupart des automatistes» dans une lettre adressée aux journaux le 14 février. Ce à quoi répond Claude Gauvreau, le 15 février, en disant: «la seule désignation permettant de rattacher partiellement Refus Global à une activité politique passée est le mot «anarchie», mot qui n'a rien de fasciste et qui est d'ailleurs employé dans un sens très générique». (Gagnon, p. 576 à 579).

Cliche ne se laisse pas faire. Il écrit le

23 février 1949 «Les automatistes pratiquent une peinture essentiellement hermétique. C'est leur privilège. Mais en agissant ainsi, peuvent-ils se plaindre d'être incompris? L'idée de caste a toujours répugné aux peuples libres et pourtant les automatistes en ont formé une. On ne peut être admis dans leur cercle que par transmigration. (...) Si les automatistes étaient sincères avec leur doctrine prêchée, ne devraient-ils pas faire une peinture accessible? Ils se sont intitulés défenseurs des libertés populaires, et on s'étonne de trouver chez eux le culte d'une caste. Voilà qui sent bien le totalitarisme». Et Cliche de poursuivre: «Automatistes, vous dites: "Place aux mystères objectifs! Place à l'amour! Place aux nécessités!" (...) N'entendez-vous pas le peuple qui crie "Place au travail! Place aux réalités! Place à la vraie vie!"»

Pierre Gauvreau lui répondra le 28 février :

«Oui, monsieur, nous sommes une caste, mais pas une caste de privilégiés comme vous le laissez entendre: une caste de réprouvés. Nous sommes une caste comme sont les Nègres de l'Alabama et de l'Union sud-africaine, comme les Intouchables de l'Inde et les Iroquois de l'histoire du chanoine Groulx. Nous sommes définitivement et à toutes fins pratiques mauvais. Mais cela nous flatte infiniment. Ce n'est pas notre faute si nous sommes inexploitable par les puissants du jour et ceux de demain.»

Ce ne sera pas la seule sortie publique des automatistes en cette année 1949. De février à juillet, les mineurs d'Asbestos et de Thetford Mines font la grève. 5000 ouvriers défient pendant plus de quatre mois leurs boss (les compagnies Canadian Johns-Manville, Asbestos Corporation, Flintkoke et Johnson). Un vaste mouvement de solidarité se met en branle. Les automatistes manifestent publiquement leur soutien aux grévistes dans une lettre envoyée aux quotidiens.

Pendant ce temps, certains repartent en Europe où les peintres automatistes participent à un nombre croissant d'expositions. C'est là-bas que Riopelle se lie d'amitié avec Benjamin Péret, un poète surréaliste très proche des thèses de l'ultra-gauche. Riopelle contribue au cinquième et dernier numéro de la revue Néon au mois d'avril. Ce numéro est dirigé par Jean-Louis Bédouin, André Breton et Benjamin Péret. C'est à cette période que Riopelle fait la connaissance de Simon Watson Taylor, un libertaire originaire de Grande-Bretagne qui

traduira pour la première fois le «Refus Global» en anglais l'année suivante. Le 14 juin, un texte rédigé par Jean-Louis Bédouin et contresigné par Riopelle paraît dans les pages du journal anarchiste français «Le Libertaire». L'époque est au rapprochement entre les surréalistes et le mouvement anarchiste. Celles et ceux qui restent au Canada sont témoins de nouveaux gestes d'intimidation. Parce qu'ils ont assisté à un vernissage automatiste à la librairie Tranquille, deux étudiants du Collège Sainte-Marie, André Goulet et de Georges Ouvrard, sont renvoyés de leur établissement. Ouvrard restera marqué par l'événement et deviendra un compagnon de route du mouvement libertaire jusqu'à sa mort au début des années '90.

En guise de conclusion

Au terme des années '40, le groupe automatiste se disloque peu à peu. Borduas va bientôt s'exiler, Riopelle passe de plus en plus de temps en Europe. Restent les plus jeunes, Claude Gauvreau en tête, pour poursuivre le travail de déconstruction au Québec. Rétrospectivement, Borduas développera une certaine amertume face à cette période. Il finira par douter de la justesse du message contenu dans ses écrits antérieurs. Questionné sur les liens entre l'automatisme et l'anarchisme, un proche du groupe, le communiste «conseilliste» Sam Abramovitch, met un bémol sur l'engagement de Borduas, qui s'efforça après son départ du Québec de faire rayonner son oeuvre plutôt que de poursuivre sur la lancée de «La transformation continue» et du «Refus global». L'un des rares à conserver la fougue révolutionnaire de cette période fut sans aucun doute Claude Gauvreau, poète maudit et lueur de folie dans la grande noirceur des années '50.

Michel Nestor

Bibliographie:

Borduas, Paul-Émile (1997), Refus global et autres écrits, Éditions Typo, 301 p.

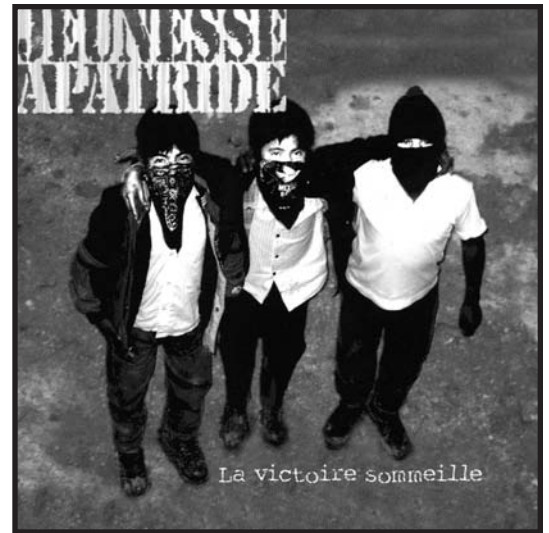
Gagnon, François-Marc (1998), Chronique du mouvement automatiste québécois, Lanctôt Éditeur, 1023 p.

Gauvreau, Claude (1996), Écrits sur l'art, Éditions de l'Hexagone, 410 p.

La victoire sommeille :

entrevue avec Jeunesse Apatride

Quel plaisir de découvrir le dernier disque du groupe street-punk Jeunesse Apatride! Les «Jeunes» ont été constamment au service du mouvement libertaire/militant au cours des dernières années, offrant plusieurs concerts bénéfiques pour une diversité de causes (prisonniers politiques, diffusion libertaire, syndicalisme alternatif, etc.). Le dernier album, intitulé «La victoire sommeille», marque une avancée pour le quintette de Montréal.



On retrouve, bien sûr, les mêmes rythmes et mélodies qui ont fait le bonheur de leurs albums précédents («Pas de comptes à rendre à personne» et «Black Bloc n° Roll»), ainsi que des textes sur la jeunesse rebelle et la fierté ouvrière. Le dernier album de Jeunesse Apatride a bien sûr, comme les autres, cette qualité d'exprimer clairement l'opposition entre tyrans et partisans. Mais sur ce disque, il y a certainement un élément de plus, centré surtout sur l'ouverture des textes qui ont une portée beaucoup plus grande que les précédents. Des thèmes complexes comme l'écologie, la mondialisation et la solidarité internationale sont abordés. Des paroles, noires mais justes, sont présentes; telles que : «Nous avons érigé des barricades, avec leurs propres cadavres» (de bourgeois). Sans doute, la chanson «À ma révolution» sera un succès chez les membres, sympathisantEs et amiEs de la NEFAC. C'est comme ça qu'on les aime... bien chaleureuses, romantiques et collectives. Le retour de «Streets of Montreal», un cover de Street Troopers, groupe Oi! influent des années '90, est une surprise qui sera appréciée. Bref, on ne peut que dire du bien de «la victoire sommeille». Il faut se rappeler que le pouvoir ouvrier passe aussi par la promotion de sa culture. Jeunesse Apatride apporte un soutien important au projet des libertaires en ce sens. Nous les remercions. Ce qui suit est une entrevue que Jeunesse Apatride nous a accordé récemment.

Vous êtes à votre troisième album et votre groupe existe depuis plus de 6 ans. À vos débuts vous étiez véritablement des «jeunes». Est-ce que les choses changent à l'approche de la trentaine? Êtes-vous toujours une Jeunesse Apatride?

Erreur HAAA! En fait, ce n'est pas tout le groupe qui approche de la trentaine. Hans lui, approche plutôt la vingtaine. Enfin, c'est sûr que les choses changent, nous vivons des réalités différentes qu'à l'époque où nous avons commencé à jouer. Nos vies ont changé, nous n'habitons plus les mêmes quartiers, nous avons expérimenté plusieurs formes de travail, certainEs d'entre nous ont séjourné dans les cellules de l'État (pas longtemps, n'ayez craintes!), nous avons vécu des situations difficiles de précarité, etc. D'un autre côté, nous avons eu la chance de voyager, de lire, de vivre des moments privilégiés de luttes collectives et de rencontrer une foule de gens qui nous ont fait réfléchir, qui nous ont poussé à voir le monde d'une façon différente et qui nous ont inspiré. C'est sûr que notre vision du monde a changé depuis le début du groupe et par conséquent, nos textes se sont raffinés et la musique a évolué. On ne sait pas si c'est de la maturité, mais bon, si ça en est, on doit en avoir acquis un peu. Nous sommes des individus en constante évolution, comme tout le monde, et nos expériences nous font grandir... pas vieillir! C'est pourquoi on reste le plus Do-It-Yourself possible et que notre façon de fonctionner à l'intérieur du groupe tente d'être le plus conforme possible avec nos idées. En conclusion, oui, nous sommes toujours une jeunesse apatride... c'est dans le cœur que ça se passe! Beuhhh Bière et Punk!

Suivant la dernière question, est-ce que votre public a beaucoup changé depuis le temps et... est-ce que votre relation avec votre public a changé?

On croit que Jeunesse attire toujours un peu le même public depuis le début. Un bon *melting pot* de punks, skins et militantEs. Des jeunes et des vieux et vieilles. Seuls les visages changent au

cours des années. Ça dépend aussi des concerts et d'avec qui on joue. On pense que notre relation avec le public reste intègre et bien honnête. On est toujours ouvertEs à discuter et à écouter ce que le monde a à nous dire. À parler, faire la fête et tisser des liens de solidarité. Chaque discussion nous fait réfléchir, nous donne des idées, nous fait réagir, etc. Une fois que tu comprends que tu es un produit de la société, le mérite de tes accomplissements (dans notre cas, la musique) revient à tout le monde puisque tout le monde y a participé directement ou indirectement. Nos influences proviennent des groupes qui ont joué avant nous et nos textes sont issus d'une compréhension du monde rendu possible par une multitude d'interactions avec un peu tout le monde. En gros, le public de Jeunesse Apatride fait partie intégrante du groupe (sauf en ce qui a trait aux droits d'auteur, petits chenapans!) car il nous fait évoluer, nous critique et nous apporte son appui.

Vous avez fait une tournée européenne l'été passé. Comme ça s'est passé? Prévoyez-vous y retourner? Est-ce que vous pensez faire des tournées canadiennes et américaines dans le futur?

Ça c'est bien passé. On en a beaucoup profité même si ce fut bref. Vraiment une belle expérience, dans son ensemble. On a réussi à passer deux semaines 24/24 ensemble sans se chicaner une seule fois. Avoir du plaisir conjointement, c'est probablement notre plus grande satisfaction. Nous avons ri, on a dormi dans des endroits pas possible... bref, c'était la folie, la camaraderie et les fous rires! C'était tout de même bizarre par moment. On a voyagé avec un *roadie* *Straight Edge* qui ne parlait presque pas anglais et qui avait «Berlin Est» brodé sur son manteau. C'était vraiment cool de jouer dans les squats.

Laissez-nous vous dire que leur bouffe *végan* était vraiment bonne. On pourrait vous écrire un livre là-dessus... pas sur la bouffe, bande de zoufs! En fait, on devrait y retourner à la fin septembre pour un autre trois semaines de débâche intensive. Pour les États, c'est un peu plus pointu à cause de certaines personnes dans les groupes qui ont genre, t'sé, euuuhh, des casiers! On a déjà eu des invitations pour jouer à *Boston*, *Philly* pis *New York*. Le reste du Canada, on n'y a pas vraiment pensé. On n'a pas vraiment de contacts ailleurs dans notre merveilleux pays (prenez note du sarcasme).

C'est quoi les ressemblances et différences entre politiser/radicaliser une scène musicale et politiser/radicaliser son quartier, son école ou son lieu de travail?

Premièrement, je ne crois pas qu'il est possible de mettre toutes les scènes sur le même pied. Par exemple, en ce qui concerne la scène skin, elle puise ses origines dans les mouvements ouvriers et la culture jamaïcaine même si aujourd'hui, le mouvement a beaucoup évolué, pour certainEs en bien, pour autres en mal. Il y a donc dès le départ certains traits d'affinités idéologiques entre les participantEs et une certaine cohérence, ce qui provoque une continuité dans le mouvement. Ensuite, cette scène s'inscrit dans une sous-culture marginale qui a vu naître plusieurs groupes précurseurs qui ont largement contribué à politiser et radicaliser quelques éléments de cette sous-culture. CertainEs contestataires s'y retrouvent minimalement, soit par les textes, soit par la musique, soit par le mode de vie. La politiser ne relève donc pas uniquement des musicienNEs ou des artistes puisque les gens qui assistent à ces concerts sont, pour une bonne partie, déjà actifs ou actives dans leur milieu ou, du moins, conscientiséEs. De plus, c'est généralement la scène qui, avec ses cri-

tiques et ses choix en matière d'achat, pousse certainEs artistes à se questionner ou se positionner. Dans ce dernier cas, c'est souvent dommage car les convictions ne proviennent pas du cœur, mais servent plutôt à faire plaisir à l'auditoire ou à vendre plus de disques et cela se sent.

Politiser/radicaliser un quartier me semble une toute autre histoire. Les liens qu'entretiennent les habitantEs sont plutôt d'ordre socio-économique ou bien culturel. Les gens, parfois, ne se connaissent que très peu entre eux et elles et n'entrent en contact les unEs avec les autres qu'à l'occasion d'activités anodines. De plus, les *mass médias* ont une place prépondérante dans chaque foyer et viennent concurrencer de façon déloyale, et même court-circuiter, toute tentative d'information alternative. Cette information alternative n'a, par conséquent, qu'une très mince portée et doit donc être véhiculée avec acharnement. Par contre, dans certains coins où une réalité commune est vécue par une majorité de citoyenNEs, il est peut-être plus facile d'arriver à impliquer les gens afin qu'ils et elles changent leurs conditions de vie. Pour politiser une scène ou un quartier, et ainsi arriver à le radicaliser, nous croyons que la chose importante à retenir, c'est que de fortes convictions doivent être à l'honneur et que des arguments en béton [armé] doivent être utilisés afin de briser les conditionnements et détruire les préjugés.

Votre dernier album aborde des thèmes complexes tels que l'écologie, la mondialisation et les conflits internationaux. C'est, d'après nous, en phase avec le développement des problèmes sociaux de notre monde après le 11 septembre. Est-ce important pour vous que le punk rock ait quelque chose à dire sur l'actualité politique?

Tu parles du 11 septembre '73, j'imagines? Sans blague, les problèmes s'accroissent et sont plus flagrants mais rien ne date du 11 septembre... soyons honnêtes, les capitalistes, nationalistes et fondamentalistes de tout acabit ne sont pas apparus du jour au lendemain. Ils et elles sont juste un peu plus visibles et leurs politiques sordides sont seulement un peu moins cachées. Bref, pour nous, c'est très important qu'il y ait un message dans la musique, particulièrement dans le punk. Le punk rock est, selon nous, contestataire et rebelle. Pas nécessairement anarchiste, mais il doit y avoir de la substance. Ça fait vraiment chier, quand on entend dire que Simple Plan est considéré comme un groupe punk ou que Les Pistolets Roses se rangent derrière un gars comme Jeff Fillion. C'est de la

crisse de boulette. Le punk, c'est là pour faire danser, pour défouler, pour foutre la rage. Pas pour faire du cash ou chanter coumbaya. C'est dommage que le mouvement ait partiellement dérapé et qu'il se soit fait récupérer. La destruction des rêves fait partie des armes de l'État et de l'industrie. Quand on met l'effigie du Che sur des chandails Gap, on enlève tout le sens au mot révolution, au même titre que Molodtsov qui se retrouve sur Sony. Pervertir le punk sert aux capitalistes! Ils et elles font de l'argent tout en rendant les rêves libertaires et autogestionnaires banals et mercantiles... c'est un deux pour un... mais les punks dans l'âme ne sont pas dupes. Ils et elles ne se résigneront jamais devant l'assaut de gens mal intentionnés, fortunés et probablement d'une tristesse déconcertante!

Pour nous, le punk, le mouvement skinhead et le mouvement militant en général sont des amalgames de genres bigarrés ayant un minimum de valeurs en commun qui se battent pour faire vivre leurs passions. De ce point de vue, le mouvement a tout intérêt à se doter de moyens de communication (journaux, peinture, radio, poésie, etc.) et la musique est l'un de ces moyens. En l'utilisant comme un vecteur d'idées, elle peut propager de l'information, poser les bases de remises en question, offrir des pistes de réflexion plus personnelles et critiquer des situations jugées inacceptables. Plusieurs thèmes, d'ordre rationnel ou émotionnel, peuvent être abordés dans la musique punk et il est souhaitable d'en toucher un maximum afin d'offrir une musique complète, créative, originale, qui fait bouger les choses et qui rejoint les gens. Nous croyons important de parler d'un peu tout ce qui nous touche. Nous critiquons le monde tel qu'il est. Il est donc normal de le faire par la musique en y attachant également des solutions personnelles porteuses d'espoir, transpirant la haine du médiocre (capitalisme, exploitation, racisme, oppression, répression etc.) et l'amour de la liberté. Il y a plein de groupes qui ne lâchent pas prise et qui tentent de redonner au punk du mordant pis du méchant.

La chanson "Streets of Montreal" de Street Troopers est reprise sur votre dernier album. Street Troopers fut l'un des bands oi/punk rock les plus importants des années '90 à Montréal. Quelle est l'influence que ce groupe a eu sur vous? Pouvons-nous établir une continuité entre Street Troopers et Jeunesse Apatride?

Bien, on peut sûrement y voir une petite continuité. Street Troopers n'a pas



donné sa place et ses membres ont toujours dit ce qu'ils pensaient. Ils ont apporté un vent de politique dans une scène où il n'y en avait pas beaucoup. C'est sûr qu'il y avait des *bands* comme les «Bons à rien», «Amnésie» mais des *bands* skins af firmés et politisés, ça ne pleuvait pas. On ne veut pas taire la contribution de *bands* comme Shock Troops ou bien Banlieue rouge, mais bon, Street Troopers ce n'était pas la même chose. En plus, il y a une amitié de longue date qui nous unie à eux. Nous avons grandi dans le même patelin et nous sommes allés à l'école ensemble. Donc, c'est sûr qu'ils nous ont influencé quelque part et qu'ils nous ont probablement fait évoluer. Enfin, ça a été bien le fun de reprendre cette chanson-là avec leur chanteur. Les paroles sont écœurantes et elles représentent Montréal aussi bien aujourd'hui qu'il y a 10 ans... Rien n'est réglé !

Vous êtes connu-e-s pour faire une tonne de concerts bénéfiques. Y'a-t-il parfois une tentation d'abandonner cette approche militante par rapport à la musique pour vous centrer sur une «carrière» musicale?

Si il y a quelque chose qu'on a jamais remis en doute, c'est bien le fait de faire des shows bénéfiques pour les causes qu'on croit être bonnes et justes. C'est notre manière d'apporter notre soutien à plein de bonnes organisations. C'est une chose qu'on aime faire et ça nous fait vraiment plaisir. Nous prônons la collaboration, l'entraide et la solidarité. Ce n'est qu'être conséquentEs que d'interagir avec les organisations et individus qui le désirent. Toutes et chacunEs travaillons pour des changements sociaux majeurs qui, en bout de ligne, rapporteront à l'ensemble de la société. Par ailleurs, on s'en fout de devenir populaire ou de faire de l'argent. Jeunesse Apatrie, c'est un groupe de musique militant. On fait ça pour changer le monde, pour le fun et pour se défouler en sortant la rage qu'on accumule au travail et tous les jours en côtoyant la misère, les inégalités, la destruction de l'environnement, le mensonge et on en passe... beaucoup ! C'est notre manière de nous exprimer, de dire comment on voit la vie de notre côté, d'avoir du plaisir ensemble et comme nous l'avons déjà dit, de tisser des liens entre camarades ! Vive la solidarité sans frontière, vivre sans frontière!

MERCI JEUNESSE APATRIDE!

Entrevue réalisée par Nicolas, de la NEFAC-Montréal, avec les membres du groupe.

Notes de lecture

Certes, il y a eu des anarchistes au Québec dans les années 1970, mais ce qu'on retient surtout de l'époque, c'est le formidable développement de l'extrême gauche maoïste (les fameux marxistes-léninistes ou «m-l»).

Quelques commentateurs ont daigné se pencher sur le phénomène il y a peu, mais c'était avec une vision policière de l'histoire et dans une optique très partisane (se résumant grosso-modo à «hors du P.Q. point de salut»). J'ai été personnellement très déçu du film de Simard («Le Québec rouge») et du livre de Dubuc («L'autre histoire de l'indépendance»). J'attends toujours l'histoire réelle de cette gauche radicale, histoire qui ne sera ni une simple condamnation sans appel, ni une «oeuvre à la gloire de...», mais plutôt un regard un tant soit peu objectif permettant de connaître et de comprendre. En attendant, on peut satisfaire notre curiosité en lisant le numéro d'automne 2004 du Bulletin d'histoire politique qui propose un «premier bilan» de l'histoire du mouvement marxiste-léniniste de 1973 à 1983.

Les animateurs et animatrices du Bulletin ont voulu, avec ce «premier bilan», briser ce qu'ils appellent un «tabou historique» concernant l'épisode «m-l» québécois. Les historienNEs sont en effet muetEs sur ce mouvement qui a tout de même mobilisé des milliers de jeunes et qui était hyper-actif sur à peu près tous les fronts. Peut-être est-ce parce que nombre d'historienNEs «de gauche» ont «un cadavre dans le placard» et sont d'ancienNEs membres... Toujours est-il que ce Bulletin semble être la première occasion où l'on se penche sur cette histoire dans une perspective historique et non polémique.

Les faits observables concernant les deux principales organisations «m-l» québécoises, En Lutte! et la Ligue (devenu le PCO en 1979), sont présentés et disséqués dans deux textes qui, sans être absolument inintéressants, manquent légèrement d'âme. Mais l'intérêt principal n'est pas là. (En effet, est-ce qu'on se préoccupe de savoir qu'En Lutte! a recruté très exactement 557 membres au total et qu'elle vendait 7 000 copies de son hebdo au meilleur de sa forme?). Trois textes majeurs traitent de l'impact «m-l» dans les arts, notamment au cinéma et dans la peinture. C'est vraiment là

que j'ai appris quelque chose et que

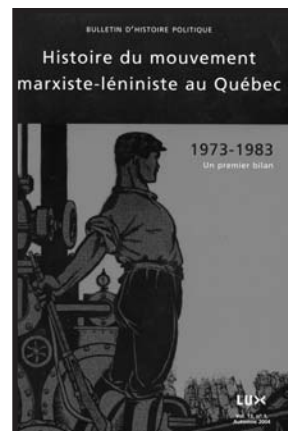
j'ai eu une lecture passionnante. D'autres textes, parce qu'ils relatent des «expériences personnelles» sont également intéressants. Je pense à un article expliquant le passage de la contre-culture au communisme, mais surtout au texte de Charles Gagnon, le leader d'En Lutte!, qui vaut vraiment le détour. Il s'agit d'un retour critique mais absolument pas repentant sur «ces années-là». Gagnon tente d'expliquer ce qui c'est passé, comment ça s'est vécu et pourquoi ça a foiré... Une perle de «subjectivité radicale».

Qu'est-ce que des anarchistes peuvent bien tirer de l'expérience de «m-l» d'hier? Pas grand chose, à vrai dire, sinon peut-être une carte sommaire des «pièges à éviter». Et pourtant... Le mouvement «m-l» est ce qui se rapproche le plus d'un mouvement révolutionnaire de masse que le Québec moderne ait connu. Il est impossible de ne pas en tirer quelque leçon.

Personnellement, je médite encore cette phrase de Charles Gagnon: «Il y a deux choses qu'il faut savoir distinguer: exprimer des opinions politiques et faire de la politique. N'importe qui peut, si c'est sa conviction, affirmer en tout temps la nécessité de la révolution, travailler à en faire la preuve et à faire valoir ses opinions. Il exprime sa pensée; libre aux autres de l'entendre. Faire de la politique, c'est travailler à réunir le plus grand nombre de personnes autour d'un projet de transformation plus ou moins radicale de la société. Une telle entreprise ne peut pas se mener dans l'abstrait des principes; elle se mène dans une société donnée à un moment donné. Les marxistes-léninistes n'ont pas toujours su faire cette distinction.» Les anarchistes non plus.

Camille

Bulletin d'histoire politique, Vol. 13, no1
<http://unites.uqam.ca/bhp>



Ruptures

salue les grévistes étudiantes



celle qui lutte peut perdre...
mais celui qui ne lutte
pas a déjà tout perdu !

